

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 3 MAI 1978 - N° 690

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

Le premier mai syndical de 1978, à Paris comme en province, a rassemblé nettement moins de monde que les années précédentes. A Paris en particulier, le maigre des cortèges syndicaux, le manque de tonalité qui en ressortait, le caractère invertebré de la manifestation espaçant démesurément les cortèges, au point de donner plusieurs fois l'impression que la manifestation était terminée, tout cela contrastait avec l'image qu'on a gardée de 1^{er} mai combatifs.

Mais qui s'en étonnera ? Les travailleurs ne pouvaient que sanctionner la tactique démobilisatrice mise en œuvre par les directions confédérales. Pendant plusieurs années Séguy et Maire, au nom des élections qu'il fallait gagner, ont morcelé les luttes, empêché toute riposte d'ensemble, et finalement laissé les plans Barre s'appliquer. Et maintenant, depuis que la gauche est battue, qu'un nouveau plan Barre est en route, ils n'ont pas d'autre mot à la bouche que la négociation. Ils défilent à l'Élysée puis à Matignon : «Aujourd'hui nous sommes surtout préoccupés par les négociations qui sont engagées» déclarait Séguy à la fin de la manifestation parisienne. On ne peut s'étonner que devant des perspectives aussi démobilisatrices, tournant le dos à la lutte qu'il faut organiser contre le troisième plan Barre, pour les 2 500 F, contre les licenciements, nombreux soient les travailleurs qui se sont abstenus. Et on voit bien qui en est responsable.

Malgré cela à Paris, on a pu constater l'affirmation d'une combativité certaine dans des cortèges qui faisaient bien la moitié de la manifestation : les foyers Sonacotra, les groupes femmes, les comités de soldats, les groupes pour le boycott du Mondial, certains cortèges syndicaux révélaient ce potentiel de lutte que les confédérations entendent assourdir.

A Lyon, c'est 1/3 du cortège qui affirmait la volonté de lutter. Dans d'autres endroits, comme à Pau par exemple, une manifestation a démarré malgré l'opposition de dirigeants syndicaux qui voulaient ne faire qu'un meeting...

C'est ce potentiel de lutte qui doit aujourd'hui se rassembler, s'élargir, pour porter des coups effectifs à la poursuite de la politique réactionnaire du gouvernement. Cela ne peut se faire qu'en clarifiant la politique suivie par les directions confédérales. C'est ce à quoi s'emploient les marxistes-léninistes qui, le matin à Paris, avaient affirmé la perspective révolutionnaire en manifestant, à l'appel du PCMLF et du PCR ml de la République à Belleville, dans les quartiers populaires.

PREMIER MAI

L'ÉCHEC

DES CONFÉDÉRATIONS

- Une faible participation sanctionne les perspectives démobilisatrices de Séguy et Maire
- Malgré cela, des cortèges combatifs se sont affirmés.



Pour la première fois à Paris, les dissidents soviétiques ont manifesté le 1^{er} mai pour les libertés syndicales.



Le cortège des groupes femmes de la région parisienne était plus nombreux que l'année dernière et un des plus combatifs de la manifestation.

Succès de la manifestation des marxistes-léninistes à Paris

Voir page 6

Voir pages 6 et 7 nos compte-rendus du 1^{er} mai et l'interview de V. Fainberg et V. Delaunay, qui ont participé à la manifestation parisienne.

Les tanneurs du Puy chassent Barrot



(Lire en page 5)

Radio 93 répond à la répression

Les hommes de la DST ont fait irruption vendredi dans la librairie où émet Radio 93, l'une des radios libres les plus sensibles aux luttes. La municipalité PCF de Saint Denis ne paraît pas étrangère à l'aggravation de la répression contre les radios libres.

La riposte s'organise sur les ondes : Radio 93 émet MARDI SOIR à 20 h 30. Travailleurs parisiens, à vos postes. (Lire en page 8)

Tchad : 200 fusilliers marins renforcent l'agression

Une fuite a permis d'apprendre mardi matin que 200 fusilliers marins étaient partis dans la nuit renforcer le corps expéditionnaire français au Tchad. Cela confirme deux choses : la France n'a pas renoncé à ses visées coloniales sur l'Afrique, et le régime de Malloum est de plus en plus branlant.

SMIC : en-dessous la barre

C'est ce mardi que des négociations ont eu lieu entre les partenaires sociaux à propos de l'augmentation du SMIC. Le taux de l'augmentation sera fixé probablement par le Conseil des ministres ce mercredi. On parle de 4%. C'est se moquer des travailleurs si on le compare à la hausse des prix (20% pour les PTT, 10% pour l'EDF, 15% pour la SNCF...).

PARIS Pas de football entre les camps de concentration Meeting du COBA

DE 19 h à 24 h
Mardi 2 mai,
Mutualité

Montages vidéo, chanteurs...

● Considéré comme une «autocritique de la CFDT», le rapport présenté au nom du Bureau National de la Confédération par Jacques Moreau (secrétaire national, secteur politique) devant le Conseil National CFDT du 26 janvier a fait date ! Son auteur, connu comme l'un des principaux piliers social-démocrates de la CFDT, y était assez ouvertement les conceptions du courant PS dans la Confédération sur le rôle de la Centrale syndicale dans la période. Ce texte a fait plutôt scandale alors dans les rangs syndicaux. Repoussé par le Conseil National, ce rapport Moreau s'est vu effacer au profit d'une résolution générale de compromis (élaboré à l'instigation de Maire lui-même). Mais aujourd'hui ? Appuyé fondamentalement sur les points de vue du rapport Moreau, la Commission exécutive de la CFDT a préparé — après l'échec de la gauche le 19 mars — un nouveau texte d'orientation pour le Conseil National des 27, 28 et 29 avril. De nombreux syndicalistes y dénoncent «le retour du rapport Moreau». De quelle orientation s'agit-il donc ? C'est un des débats essentiels aujourd'hui pour la CFDT.

Stéphane RAYNAL

C'est au nom du «réalisme syndical» que Jacques Moreau présenta en janvier son fameux rapport. Alors, déjà, la cassure à gauche était profonde. Il s'agissait de répondre à «une situation détériorée et fragile, dangereuse pour l'avenir démocratique du pays, l'ensemble de la population, le syndicalisme», dans un sens qui conforte le PS de Mitterrand. Car la «lucidité» de Moreau sur les difficultés du moment, comme son autocritique sur le mode d'actions syndicales passé, correspondent à une volonté de répondre à l'alignement accru de la CGT sur le PCF. Cette réponse va dans le sens d'une démocratisation plus poussée de la CFDT. Faire passer, incidemment, par un simple Conseil National, des orientations que ni l'opération du PS au moment des Assises du socialisme en 74, ni le 37^e Congrès CFDT d'Annecy

n'avaient permis d'imposer, voilà un des aspects de ce Rapport Moreau. C'est en tant que tel qu'il est l'objet des critiques de tout ce qui refuse la mainmise de Mitterrand dans la CFDT avec toute la confusion que ce «tollé général» suppose.

Bien sûr, il serait trop facile (et dangereux : à preuve, le Ceres l'a fait !) d'oublier la situation que décrivait Moreau pour ne retenir que ses conclusions... Ainsi, il serait dit que «le vote à gauche paraît plus un rejet de la majorité actuelle qu'une adhésion au Programme commun, aux thèmes ou un soutien aux propositions de la gauche», que c'était là une «ambiguïté» qui rendait «hypothétique» la victoire des partis de l'Union de la gauche. Une chose à relever aussi, c'était l'affirmation que «quel que soit le résultat des élections, une certitude s'impose : la nécessité d'une mobilisation

LA «LIGNE MOREAU» DANS LA CFDT

des salariés sur les problèmes réels qu'ils doivent affronter quotidiennement». Au moment même où Séguy et Krasucki effaçaient de fait toute différence entre action syndicale CGT et soutien à l'Union de la gauche actualisée façon PCF («pour que vive le Programme commun»), on ne pouvait pas tenir pour négligeable cet aspect du rapport Moreau. D'autant qu'en attaquant le plus criant réformisme de l'orientation de ce rapport, les fédérations et régions d'influence Ceres (URI Rhône Alpes, en tête comme à l'accoutumée) rejetaient sciemment, par la même occasion, ces éléments de critique de l'Union de la gauche (et surtout du PCF, bien sûr).

S'APPUYER SUR UN BILAN SYNDICAL RÉEL...

La force relative de l'orientation Moreau dans la confédération (et plus particulièrement dans la Fédération générale de la Métallurgie) a justement été son «réalisme», sa capacité à s'emparer de problèmes réels présents dans nos syndicats. A commencer par l'épineux problème des journées d'action ! Maire devant le Congrès de la Fédération de la Construction Bois (début janvier) avait déjà critiqué vivement la «globalisation artificielle de l'action» des 24 h cégétistes à répétition. Reprenant cette piste, Moreau a eu beau jeu alors de critiquer la tendance à «favoriser les revendications nationales et, dès qu'un problème se pose, tenter de le traduire dans une demande inter-professionnelle ou nationale» qui entraîne «une certaine passivité des salariés...» De même était-il facile, compte tenu de l'état de la syndicalisation et de la participation à l'animation syndicale dans la CFDT, de «s'interroger de sur la nature du militantisme» qui amène «une prise en charge très largement insuffisante» des problèmes des travailleurs et des jeunes. La vie syndicale était encore un terrain où Moreau s'efforçait à peu de frais de donner dans l'autocritique. Quel curieux échos d'ailleurs, dans la bouche de ce responsable du Secteur Politique Confédérale (au moment où était réprimée la section CFDT du centre de tri PTT de Lyon gare !) : «Permettre la prise en compte à différents niveaux de la richesse de l'expérience collective vécue à la base dans les syndicats»...

... POUR MIEUX TRUQUER LES LEÇONS DES LUTTES

C'était assurément trop beau pour être vrai. Les syndicalistes révolutionnaires dans la confédération ne s'y sont pas trompés. Tout en

refusant d'évacuer (comme le souhaitait le Ceres) les questions posées — bien réelles — en même temps que les réponses truquées de Moreau, il a fallu faire front contre l'orientation réformiste outrancière que ce rapport s'efforçait de faire passer en contrebande !

Aujourd'hui, où (à la faveur de l'échec de la gauche) ces conceptions reviennent en force avec le rapport Maire au Conseil National de ces 27, 28 et 29 avril 1978, il faut bien se rappeler les grands thèmes de la «ligne Moreau» :

- 1) «Aller à la rencontre du patronat réel».
- 2) «Mettre en œuvre des objectifs négociables».
- 3) «Une unité d'action à trois (avec FO)».
- 4) «Réaffirmer le syndicat comme structure politique de base».
- 5) «Faire de la formation syndicale un élément de base de la stratégie CFDT».

La cohérence de ces propositions s'est affirmée depuis le conseil CFDT de janvier. Battu (avec 45,45 % des mandats au CN seulement) par la conjonction ponctuelle et inhabituelle des votes du Ceres, de l'opposition syndicale et des syndicats pourtant modérés, des pays de Loire, le rapport Moreau n'en a pas moins constitué le support de toute une série d'initiatives CFDT : de la réception élyséenne à la mobilisation FGM pour une convention métallurgique, en passant par ce triste 1^{er} mai confédéral... Surtout, il a alimenté la réflexion proposée au conseil CFDT qui vient de se tenir, comme si la défaite de la gauche suffisait à justifier aujourd'hui les errements réformistes balayés hier. Mais aussi il a servi de support indénié à toute une politique de «normalisation» syndicale (jusqu'à la mise au pas de l'UD du Rhône). De rapport Moreau en rapport Maire, la direction confédérale prépare le 38^e congrès de Brest ! C'est pourquoi il faut désormais considérer comme un tout les conceptions autoritaires du fonctionnement syndical, la «ligne d'action» qu'inspire le rapport Moreau et la mise en œuvre d'une formation «maison» dans la CFDT...

Il nous faudra rapidement revenir sur les éléments de préparation de ce Congrès Confédéral de 1979 qui se mettent en place, depuis le rapport Decaillon-Hureau d'octobre 1976 («faire face aux tentatives de débordement»), larges extraits parus dans le Quotidien du Peuple du 30-10-76 et du 2-11-76. Mais d'ores et déjà il faut démasquer les fondements de la «ligne Moreau» résumés dans les trois premiers objectifs du rapport de janvier (et qu'on retrouve maintenant dans les propositions de Maire).



Maire et Moreau à la sortie de l'Elysée.

LE «SOCIAL- RÉALISME»

Le journal patronal *Usine nouvelle* a pu dans sa parution d'avril dernier se réjouir de cette logique du rapport Moreau qu'il a caractérisé comme «social-réalisme». Agréable constatation pour le CNPF : «On craignait les grandes manœuvres syndicales... et c'est autour de la table de négociations que l'on va se retrouver» (citations extraites de *Usine nouvelle* n° d'avril 78). L'espérance patronale rappelée récemment à la radio et dans un quotidien lorrain par François Ceyrac, est à la mesure de cette évolution : des propositions de Moreau en janvier aux «preuves les plus éclatantes du réalisme syndical *», données après le 19 mars par Maire et l'actuelle direction confédérale...

La «ligne Moreau», c'est en effet la recherche de la négociation tout terrain pour des résultats immédiats, palpables, aussi limités soient-ils. Déjà lors du conseil CFDT de janvier, certains intervenants caractérisaient comme dangereux cet «appel au repli trileux, sur le terrain professionnel». Il y a, c'est sûr, de quoi sérieusement s'inquiéter sur le genre de syndicalisme qu'on voudrait nous mijoter où la négociation — branche par branche, entreprise par entreprise (avec le «patronat réel» donc, selon les termes de Maire) — est le «débouché naturel». L'action ne servirait-elle plus alors qu'à appuyer la démarche contractuelle et le dialogue des négociateurs ?

Les revendications elles-mêmes, devraient alors suivre cette même logique du «possible» et du «réaliste». Ce serait préférer les revendications de secteurs, les points susceptibles d'aboutir à l'échelle de l'entreprise ou du trust, à celles (globales) qui unifient les travailleurs et les amènent à la nécessité de construire un rapport de force d'ensemble ! C'est bien là le propre d'une démarche réformiste. C'est

vouloir empêcher que «de tous les mouvements économiques isolés des ouvriers ne surgisse partout un mouvement politique, c'est-à-dire un mouvement de classe pour faire triompher ses intérêts sous une forme générale, sous une forme ayant force de contrainte sociale générale» (K. Marx, *Lettre à F. Bolte*, 1871). C'est bien, entre autre chose, le sens du renoncement au SMIC à 2 400 F tout de suite (et à fortiori à 2 500 F comme le réclament de nombreuses fédérations syndicales). Voilà de quoi réjouir encore le CNPF qui remarque soulagé par les 100 jours laissés à Giscard par les confédéraux au sortir des entrevues de l'Elysée : «On prédisait un printemps chaud... et c'est le calme sur le front social ! (citation extraite d'*Usine Nouvelle* n° d'avril 78). Quoi d'étonnant dans ces conditions de voir la direction confédérale actuelle loger maintenant du côté de FO. Sous prétexte de «redonner confiance aux travailleurs», les objectifs de la période (venue au Conseil CFDT d'avril en direct depuis ce trop fameux rapport Moreau) ne sont-ils pas nettement indiqués comme «le seul moyen de ne pas laisser FO tirer bénéfice du rapport de force créé par d'autres» (rapport Maire d'avril 78) ?

Voilà sans nul doute des raisons suffisantes de ne pas prendre pour argent comptant les «autocritiques» confédérales qui, de Moreau à Maire, mènent la CFDT à une remise en cause des acquis des luttes passées et engagé sous un triste jour la préparation du 38^e congrès de Brest. Mais — dans la lutte pour démasquer les attendus du rapport Moreau comme dans celle à mener contre l'attentisme et le «social-réalisme» présent — il faut que se rassemblent les conditions d'une alternative syndicale crédible, qui ne fasse ni le jeu du Ceres ni celui de l'anti-syndicalisme !

* Citation extraite d'*Usine nouvelle* N° d'avril 78.

La volonté de négocier

(EXTRAITS DU RAPPORT MOREAU DANS
SYNDICALISME HEBDO DU 12-1-78)

«Notre action n'a-t-elle pas été conçue au cours des dernières années, même si ce n'est pas en intention, comme principalement destinée à marquer une opposition résolue à la majorité gouvernementale et au patronat dans son ensemble, plus que comme une offensive tous terrains, pour arracher des avantages divers ? (...) Favoriser les revendications nationales et, dès qu'un problème se pose, tenter de le traduire dans une demande interprofessionnelle ou nationale, peut répondre à notre exigence égalitaire et à notre souci de solidarité. Mais à quoi cela mène-t-il ? A une globalisation qui vide souvent de tout contenu concret, et donc récupérable par les travailleurs, les demandes, et à une certaine passivité des salariés. Cela tend aussi à situer le lieu de négociation préférentiel à ce niveau là. (...) Or, la période de crise actuelle nécessite une action déterminée et puissante des travailleurs pour la surmonter concrètement dans un sens plus favorable aux travailleurs. Cela passe par une prise en compte des problèmes réels vécus dans la production et la société. Cela suppose aussi un effort permanent pour associer à l'élaboration et à la formulation des revendications les gens concernés. Cela nécessite la volonté d'obtenir des résultats, même partiels, par la négociation (...) Obtenir des résultats concrets, donner espoir, passent par les nécessaires compromis avec ceux qui dirigent l'économie et la vie sociale».

Unité d'action avec F.O.

(EXTRAITS DU RAPPORT MOREAU DANS
SYNDICALISME HEBDO DU 12-1-78)

«Comment, dans le cadre d'une véritable unité d'action peut-on affirmer concrètement la personnalité et la spécificité de la CFDT ? Il convient de rappeler que l'unité d'action à deux découle du refus de la CGT-FO de travailler en commun avec la CFDT et la CGT. En 1965, nous souhaitons une unité d'action à trois. Malgré les difficultés, nous estimons qu'une unité d'action à trois aujourd'hui, serait à la fois un élément important dans le développement de l'action collective et de la pression pour forcer le patronat et le gouvernement à négocier».

Après le rapport Marchais au C.C. du PCF FITERMAN RECIDIVE

● Deux jours après la fin de la réunion du Comité central du PCF, *France Nouvelle* publie une interview de Charles Fiterman, réalisée à l'issue de cette « session qui suscite beaucoup de commentaires ». Saluons au passage la dextérité des journalistes, typographes et autres personnels de cet hebdomadaire du parti révisionniste, qui ont réussi le tour de force d'interroger, écrire, monter, tirer et diffuser leur magazine en moins de 24 heures.

Fiterman, dont le rapport post-électoral avait soulevé une si grande hilarité dans certaines sections parisiennes de son parti, reprend avec beaucoup de sérieux les mêmes conclusions.

De toutes les lettres de protestations, prises de position publiques et interrogations qui secouent le PCF et interpellent la direction, il ne reste rien, que quelques « écrits irresponsables », produits par quelques « tricheurs » qui feignent de se réclamer du 22^e congrès pour discréditer le parti. Les « quelques camarades qui s'interrogent encore de bonne foi » sont invités fermement à « regarder la réalité en face ».

De la même manière, le problème de « la démocratie dans la vie interne » travesti en exigence d'« abandonner le centralisme démocratique », sera « soumis au 23^e congrès ». C'est une manière habile de couper court à tout débat dans l'immédiat, de renvoyer tout le monde à ses collages d'affiches et de donner ainsi à la direction le temps de préparer une porte de sortie lors de ce fameux congrès. Selon Fiterman, il ne s'agit donc nullement de « mettre la vie interne au cœur du dé-

bat », ceux qui tentent de le faire « escamotent l'analyse ». Quand on demande à Fiterman si ce n'est pas lui qui escamote l'analyse, il répond de manière très convaincante « non, absolument pas ».

« ET MAINTENANT ? PIRE QU'AVANT ! »

Aux explications mille fois rabâchées sur l'entière responsabilité du PS dans l'échec aux élections, Fiterman joint des indications sur ce que sera dans l'avenir la tactique du PCF. Et ces perspectives sont pour le moins ambiguës. Il s'agit de « mettre en avant pour les faire aboutir, des objectifs bien délimités, concrets, réalistes, tout en situant ces objectifs limités dans des objectifs plus vastes correspondant à notre perspective d'avenir ». Qu'entend donc le PCF par des objectifs « réalistes » ? Après la visite de Marchais à l'Élysée, celle de Ségué à Matignon, l'appel au réalisme comme condition de l'ouverture



lancé par le gouvernement et le patronat on peut s'interroger.

Dans le même temps, Fiterman, dans la perspective de l'Union du Peuple de France, développe la perspective de l'investissement, par le PCF, de tous les mouvements de masse : « Le Comité central a appelé tous les communistes à être présents partout, sur tous les terrains de lutte, y compris en apportant leur part à des luttes auxquelles peut-être

nous avons jusqu'ici accordé insuffisamment d'attention ». Faut-il s'étonner que Fiterman puisse, avec une telle désinvolture, éluder les problèmes par les militants ? On ne s'étonne plus de rien lorsqu'on lit son aveu, selon lequel « on a beaucoup parlé » des problèmes, mais « je le dis d'emblée, pour considérer d'abord que l'orientation que nous avons suivie était juste ».

Suzanne VALLÉE

Robert Fabre : Non à l'union de la gauche

Le président démissionnaire du MRG a envoyé une lettre aux militants de son parti, où il exclut nettement de revenir à une stratégie d'Union de la gauche. Il y écrit notamment : « Pourquoi ne pas reconnaître avec lucidité qu'une stratégie d'union de la gauche basée sur un programme commun de gouvernement, même renouvelé, est condamnée

pour des années encore à l'échec ? » La perspective qu'il offre à son mouvement est qu'il « trouve enfin sa totale autonomie ». On en voit guère où cela pourrait le mener, sinon à terme, à une intégration à la majorité. Fabre a d'autre part annoncé qu'il souhaitait que son successeur à la tête du MRG soit Maroselli. Ce dernier, on le sait, a quelques raisons

d'en vouloir au PS, dont le candidat l'a devancé dans sa circonscription de Luxembourg.

Cette position de Fabre ne manquera pas de préciser les positions au sein du MRG. En effet, les députés MRG sont apparentés au groupe socialiste, ce qui inclut la discipline de vote. On peut donc supposer que Fabre

sera amené à quitter le groupe socialiste, les autres députés MRG devant alors choisir leur camp. Dans le même ordre d'idées, on annonce que deux conseillers de Paris du MRG, Mattei et Gennesseaux, ont quitté le groupe socialiste du conseil, auquel ils étaient apparentés.

Hausse des prix effective depuis le premier mai

Les hausses des tarifs publics que nous avons annoncées, il y a un mois déjà, sont effectives depuis le 1^{er} mai.

EDF et GDF : augmentation de 10 % ; PTT : le timbre poste coûte dorénavant 1,20 F ; la taxe téléphonique de base passe à 47 centimes (contre 42 centimes). Les abon-

nements augmentent sur la base de cette taxe. SNCF : pour les voyageurs, l'augmentation est de 15 %. Quant au tarif marchandise, il est relevé de 10 %. Le charbon connaît une hausse de 4 à 6 % pour le consommateur individuel.

Le tabac et les cigarettes augmentent de 15 %. La

hausse des tarifs publics est un premier volet de la politique de libération des prix lancée par Barre mercredi 26 avril. La suppression du contrôle des prix ne consitue pas une révolution économique comme l'ont suggéré certains commentateurs. Les contraintes du marché international, l'encadrement du

crédit, etc... sont autant de mesures qui ne permettront pas aux industriels de fixer les prix qu'ils veulent. Il s'agit, entre autres, d'exploiter les « réserves d'inflation » qui existaient dans certains secteurs comme justement celui des entreprises nationalisées. Belle flambée des prix en perspective.

Mai 68 au jour le jour

● Dans les prochains jours *Le Quotidien du Peuple* publiera une série d'articles sur mai 68. Dix ans après ce mouvement qui avait pris son essor à peine un an après l'échec de la gauche aux législatives de 1967, alors que son histoire donne lieu à une série de déformations de la part de la presse bourgeoise, il est nécessaire d'essayer de restituer ce qu'ont été vraiment ces événements. La crise idéologique de la jeunesse, le mouvement gréviste des travailleurs et les expériences qu'il a faites à Nantes, à Sochaux, Lyon, Paris... l'attitude de la gauche, particulièrement du PCF, c'est de tout cela dont le *Quotidien du Peuple* doit témoigner les jours qui viennent : que nos lecteurs prennent toute leur place dans ce témoignage en nous envoyant leurs correspondances, en prenant la parole dans leur journal : les envois de témoignages, de documents nous seront précieux.

Parallèlement à ces articles que nous publions prochainement, nous entamons la publication quotidienne de la chronologie des événements de mai 68, « Mai 68 au jour le jour », qui veut simplement permettre de situer à travers ses événements les plus importants, le déroulement de ces journées.

Jeudi 2 mai : A Nanterre, à l'occasion des journées anti-impérialistes, des étudiants envahissent le bâtiment de l'administration pour réclamer le droit de tenir des réunions politiques à l'intérieur de la faculté.

— Dès l'après-midi, un amphithéâtre est occupé, pour passer un film anti-impérialiste.

— En fin d'après-midi, on apprend que la faculté de Nanterre est fermée sur ordre du gouvernement, pour la deuxième fois de l'année.

— Au même moment, la municipalité de Nanterre (PCF) tient à condamner « les groupuscules composés de fils de bourgeois ».

— Dans la nuit, le local de l'UNEF à Paris est incendié par les fascistes de « Occident ». A la fac d'Aix-en-Provence, des commandos fascistes attaquent des étudiants.

Vendredi 3 mai : Dans l'*Humanité* de ce matin, Marchais dénonce « les groupements gauchistes unifiés dans le « mouvement du 22 mars » de Nanterre dirigé par l'anarchiste allemand Cohn-Bendit ». Marchais ajoute : « Ces pseudos révolutionnaires doivent être démasqués car ils servent les intérêts du pouvoir gaulliste et sont fils de grands bourgeois ».

Dans la matinée, 500 CRS et gendarmes mobiles prennent position devant la faculté de Nanterre.

— à midi, un meeting a lieu dans la cour de la Sorbonne, pour protester contre la comparution de 8 étudiants en commission de discipline. Le meeting, qui décide d'une manifestation pour le 6, se poursuit par des discussions.

— à 15 heures, le bruit court qu'un commando d'extrême-droite marche sur la Sorbonne. Le service d'ordre de l'UNEF prend position. Le recteur de Paris en profite pour « suspendre provisoirement les cours ».

— à 16 heures, des milliers de policiers investissent le Quartier Latin et bloquent les issues de la Sorbonne.

— à 16h50, la police entre dans la Sorbonne. De multiples arrestations ont lieu.



Dès 17 heures, des manifestations commencent aux cris de « CRS = SS ». D'accrochages en affrontements généralisés, des bagarres ont lieu jusqu'à 22h30.

Dans la nuit, le ministre de l'Intérieur Christian Fouchet tire le bilan des affrontements : 600 interpellations ont été effectuées, la police déclare 72 blessés.

Wolinski au *Nouvel Observateur*

«La vie bourgeoise est celle que je préfère».

Gauchiste non totalement repent (il dessine toujours dans *Charlie Hebdo*), révisionniste pas totalement convaincu (il n'est pas au PCF, même s'il collabore à l'*Huma*), Wolinski explique au *Nouvel Observateur* pourquoi il se sent «très bien à l'*Huma*». Malgré ses protestations de non-allégeance au PCF, cet enfant de mai 68 s'est bien assagi, au point de souhaiter «Marchais à l'Élysée» et «de bureau politique au gouvernement». Un brin de lucidité politique : «L'alliance PS-PCF n'aurait pas tenu longtemps. Je préfère les choses comme elles sont maintenant : au moins, c'est clair».

Quelques petits potins bien parisiens : dans le PCF, «ça discute drôlement. Si je pouvais te dire ce que j'entends, ce que dit Andrieu, tu serais surpris, et pas comme tu crois». Roland Leroy : «Il a des idées justes sur la bande dessinée...» A défaut d'autre chose... Mais tout de même : «Je discute avec lui de tout. On boit des coups ensemble ; éventuellement, on se saoule la gueule et on rigole». Bon, d'accord, on aurait aimé en savoir plus sur ce que raconte un

dirigeant du PCF quand il a bu. On restera frustré.

Au fait, comme passe-t-on de *Charlie Hebdo* à l'*Humanité* ? C'est qu'il y a — c'est Wolinski qui nous le dit — des points communs : à *Charlie Hebdo*, «c'est des prolos qui ont réussi à échapper à leur condition. Cavanna était un maçon ; Relser un ouvrier ; moi, j'étais employé de commerce dans la boutique de mon oncle. On s'en est sorti. Les dirigeants communistes, c'est la même chose. Ils étaient ouvriers, maintenant, ils font du travail intéressant. Ce n'est pas drôle, l'usine. Si on arrive à y échapper, c'est pas mal».

C'est une façon de voir les choses : Wolinski se fait payer seulement 500 F le dessin dans l'*Huma*, trois mille francs une affiche pour le PCF, «mais pour Renault, un million et demi, et c'est pas cher». Que voulez-vous, mai 68 est passé, il faut penser à vivre, «et comme il n'y a pas d'autre mode de vie que la vie bourgeoise, ce serait trop bête de se gêner, alors que les autres s'en mettent plein les poches... Ça t'étonne, ce que je te dis ?» Oh, non, pas vraiment !

Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom

Profession

Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225
75 924 Paris Cedex 19

Après la convention nationale du PS

RIEN N'EST REGLE

● La convention nationale du PS qui s'est tenue samedi aura eu comme effet principal de remettre à plus tard les problèmes les plus épineux, tels que la désignation du candidat socialiste aux présidentielles de 1981.

Cette convention s'annonçait difficile pour la direction du parti, après l'échec électoral de la gauche. La bataille aura été moins décisive qu'on aurait pu le prévoir. En témoigne par exemple le fait que la composition du secrétariat national n'a finalement pas été modifiée, contrairement à ce qui était prévu. Les élus ne devaient pas dépasser la proportion de 20 % parmi les membres du secrétariat. Ce qui posait de délicats problèmes quant à la désignation des gens à éliminer. Finalement, cette clause qui avait été inventée dans l'hypothèse d'une victoire de la gauche, ne sera pas appliquée.

Mauroy a présenté un rapport sur le résultat des élections, se terminant par un appel à lancer un débat sur le projet socialiste et à améliorer la démocratie interne au PS. Enfin, lui qui est pressenti comme un des candidats possibles pour les présidentielles de 1981, a eu l'habileté de souligner que la désignation du candidat n'était pas d'actualité, mais que «le plus qualifié» lui semblait être Mitterrand.

Ce dernier a été quelque peu mis sur la sellette, en particulier sur l'accord du 13 mars, qualifié par certains de mascarade. Son seul argument a été que cet accord avait été décidé par le comité directeur.

Sur les rapports avec le PCF, le rapport de Lionel Jospin rejette les causes de la défaite de la gauche sur le PCF, accusé d'avoir mené une «stratégie de l'échec». Selon lui, le PCF n'aurait pas voulu d'une Union de la gauche où il n'aurait pas eu une position dominante, et en conséquence a préféré la défaite de la gauche. Mitterrand a fait appel à

l'histoire comparant la «trahison» du PCF à celle des troupes saxonnes trahissant Napoléon à la bataille de Leipzig. Il n'a pas précisé qui figurait Napoléon dans la situation actuelle. Cela ne faisait pas l'affaire des crypto-révissionnistes du CERES, qui ont tenté — et perdu — une bataille d'amendements, ils en ont l'habitude. Le rapport Jospin a été approuvé, le CERES ne participant pas au vote.

La convention a adopté à l'unanimité un texte dénonçant la politique économique du gouvernement.

Il a été décidé que le comité directeur du 8 juillet présenterait un document tendant à l'élaboration d'un projet de société socialiste. On peut déjà prévoir les batailles auxquelles ce texte donnera lieu dans les rangs du PS, à en juger par les interventions opposées de Rocard et Chevènement sur ce thème. Rocard y a développé l'idée que la rupture avec le capitalisme ne pouvait être «qu'un processus long, conduit selon une stratégie précise, et non pas l'enjeu rêvé des trois premiers mois». Chevènement pour sa part insistait sur l'ampleur nécessaire des nationalisations. Mais ce débat est remis à plus tard.

On a pu constater la modération du CERES au cours de cette convention. Celui-ci a même voté le quitus à la direction au début de la convention. Certains y voient une alliance, au moins «objective», entre la direction mitterrandiste et le CERES pour contrer l'ascension de Rocard. On a noté entre autre la vigueur avec laquelle Pierre Joxe, qui est de la majorité du parti, a critiqué les violentes attaques de Rocard contre le PCF. Ce qui ne pouvait que plaire au CERES. Les amis de Chevènement se sont d'ailleurs abstenus de critiques personnelles trop vives contre Mitterrand, affirmant dès après les élections que s'il y avait autocritique à faire, celle-ci devait être collective.

En octobre, une nouvelle convention fixera le mode de désignation du candidat socialiste aux présidentielles. Celui-ci ne sera sans doute désigné qu'au congrès de mai 1979.



L'Humanité et les «infidélités» du PS

Andrieu consacre son éditorial à la convention du PS. C'est évidemment sur les responsabilités de l'échec de la gauche que portent les attaques, avec les arguments habituels du PCF, qui était prêt à reprendre la discussion à toute heure du jour et de la nuit, etc.»

C'est particulièrement à Rocard que s'en prend Andrieu. Celui-ci avait dit à *Europe 1* que «La réalité profonde du parti communiste, c'est qu'il ne sert à rien». Andrieu répond : «On ne saurait en dire autant de Michel Rocard. Il a servi d'une manière constante et presque caricaturale à faire échouer l'union de la gauche». Et de fouiller dans le passé de Rocard jusqu'à l'époque où il était au PSU.

Mais Andrieu peut se féliciter de l'appui de Chevènement qu'il cite avec délectation lorsque celui-ci déclare : «Sans le parti communiste, le parti socialiste est infidèle».

● GEORGES SÉGUY N'EST PAS DEÇU

Dans toute la France les manifestations du 1^{er} mai ont rassemblé moins de monde que jamais, la morosité dominait malgré la combativité affirmée par certains cortèges, groupes femmes, groupes immigrés. Malgré tout, Séguy s'est confié à un journaliste pour se déclarer content : «Quand on a confiance dans l'avenir, on n'est jamais déçu, surtout le jour du 1^{er} mai... Aujourd'hui nous sommes surtout préoccupés par les négociations qui vont s'engager. Nous souhaitons aller à ces négociations et rencontrer les interlocuteurs aussi habilités que nous à prendre des décisions». Ce sera la seule perspective dégagee par le secrétaire confédéral qui n'oublie pas de décrocher un coup de pied à Edmond Maire : «Je considère personnellement que le 1^{er} mai est une journée importante et que tout syndicaliste digne de ce... Ju sens de ses responsabilités doit être présent».

● EDMOND MAIRE : LA FATIGUE D'UN CONSEIL NATIONAL AGITE

Beaucoup d'observateurs ont fait remarquer l'absence du secrétaire général de la CFDT, Edmond Maire, lors de la manifestation syndicale du 1^{er} Mai.

Selon certaines sources syndicales, Maire aurait été «fatigué»... Sans doute les tensions apparues lors du récent Conseil National CFDT (à propos du

rapport présenté au nom de la direction confédérale, précisément par Edmond Maire) ne sont-elles pas étrangères à ce soudain malaise ? A moins qu'elles n'aient nécessité de prendre du champ et le temps de retoucher la présentation des travaux du Conseil pour la Conférence de presse tenue ce mardi rue Cadet, au siège de la CFDT...

Après l'incendie de Saint Denis

LA MUNICIPALITE PCF MISE EN CAUSE

Quelques jours après l'incendie de St Denis, l'association des habitants des Francs Moisis (la cité HLM voisine de la cité de transit) a été mandatée pour une démarche au centre social. Au centre social des Francs Moisis, sont présents les assistantes sociales de la ville, les responsables HLM, le responsable OPHLM municipal et le responsable LOGIREP pour attribuer des logements aux familles portugaises sinistrées de la cité de transit.

Les membres de l'association sont venus demander l'état des logements vides. Car, on s'est aperçu que sur la cité des Francs Moisis, elle-même, gérée pour moitié par LOGIREP et pour l'autre moitié par l'OPHLM de St Denis, beaucoup de logements étaient inoccupés.

D'autre part, un grand nombre de sinistrés se sont demandés pourquoi on leur proposait d'aller habiter Stains, Pierrefitte, Villemomble et même Gagny plutôt que St Denis. Il serait pourtant bien étonnant que sur l'ensemble du parc immobilier de la ville, on ne puisse pas trouver 36 logements disponibles. Sur la cité de transit, une vie sociale intense s'était créée entre tous ses habitants. Ce n'est pas de gaité de cœur qu'ils se verraient dispersés aux quatre coins du département.

L'assistante sociale chef s'est interposée violemment entre la délégation et les familles portugaises présentes, indiquant que l'association venait «foutre la merde». Si les familles signaient la demande de renseignements proposée

par l'association, la municipalité ne ferait rien pour elles... Quant aux sinistrés qui couchent encore à l'hôpital, ils n'ont pas le droit de recevoir des visites après 19 h 30, sans qu'elles soient filtrées par une assistante sociale.

Après avoir sommé la délégation de quitter les lieux, elle a appelé le commissaire de police pour qu'il fasse évacuer le centre social que l'association n'avait nullement l'intention d'occuper. Avec le licenciement maintenu d'un jardinier communal, les menaces sur ses camarades qui l'avaient soutenu en faisant grève, le refus de la municipalité de reloger les résidents du foyer de l'Yser à St Denis, c'est une nouvelle escalade de la mairie.

Le fait est sans précédent.

INFORMATIONS GENERALES

ATTENTATS
CONTRE ANPE

Trois explosions ont endommagé les locaux d'agences locales pour l'emploi dans la nuit de samedi à dimanche. Ces attentats ont été revendiqués par le «groupe pour l'extension du premier mai aux jours suivants».

ROBERT DEBRE
EST MORT

Tombé dans sa salle de bain il y a 15 jours, le professeur Debré est mort samedi à 96 ans. Il est considéré comme l'un des initiateurs de la pédiatrie moderne et son nom restera surtout attaché à la création des Centres hospitalo-universitaires (CHU).

DEFFERRE A L'ONU
AVEC GISCARD

Une délégation du PS conduite par Gaston Defferre sera reçue le 11 mai à l'Élysée. Thème de la rencontre : les positions françaises que compte faire Giscard à l'ONU en matière de désarmement. Le président de la République envisagerait même d'adopter à sa suite des membres de l'opposition. Il n'est pas dit que le PS refuse.

Les tanneurs du Puy attendaient le ministre

LA RETRAITE HONTEUSE DE BARROT



Tout nouveau ministre du commerce, Barrot avait l'intention d'inaugurer tranquillement ce dimanche la foire du Puy, dont il est l'élu. Les ouvriers des tanneries, qui avaient appris lundi dernier l'annonce de 562 licenciements dans leur entreprise, étaient là, bien décidés à se faire voir et

entendre. Malgré un important déploiement policier, en sus des gorilles qui accompagnaient le ministre, celui-ci a dû renoncer à son vin d'honneur et à son discours. La fermeté des ouvriers, face à des CRS en tenue de combat, l'a obligé à battre en retraite précipitamment.

Après le dépôt de bilan :
Chantiers navals Terrin (Marseille) occupés

Judi dernier, dans l'après midi, les travailleurs de la société provençale des ateliers Terrin, (un des plus grands groupes de réparation navale, français, situé à Marseille) occupaient certains des locaux de travail. Cette décision faisait suite aux bruits de plus en plus persistants selon lesquels les salaires du mois d'avril de 4 200 travailleurs ne seraient pas payés. Ce non paiement ne faisait d'ailleurs que conforter les informations officieuses faisant état, depuis plusieurs jours, d'un dépôt de bilan du groupe. C'est

maintenant chose faite : le dépôt de bilan de Terrin, annoncé à la fin de la semaine dernière signifie s'il n'est pas arrêté, le chômage pour les 4 200 travailleurs employés mais aussi pour les 9 000 autres embauchés dans les 248 entreprises sous traitantes de la région marseillaise !

Les travailleurs, face à ces menaces, ont décidé l'occupation de treize sociétés du groupe. Des actions diverses sont déjà prévues par les grévistes cette semaine.

Quatre ans après, les violeurs de Marseille aux Assises

● Aix-en-Provence, haut-lieu de la lutte des femmes, voit s'ouvrir un procès qui a bien failli ne jamais avoir lieu.

Celui, en Cour d'Assises, de trois hommes qui en 1974 avaient violé deux touristes belges. Une lutte acharnée a permis de faire éclater l'affaire, à la sortie du délit de «coups et blessures» dans lequel le tribunal correctionnel de Marseille avait voulu la maintenir.

Anne Tonglet et Araceli Castellano campaient dans les calanques le 22 août 74. Seules, précise-t-on en général tant il est vrai que dans beaucoup d'esprits, le fait de camper seules est considéré comme presque immoral, ce qui ne viendrait à l'idée de personne à propos d'hommes... Trois dragueurs avaient repéré les deux jeunes Belges, les avaient déjà abordées. Cette nuit-là, ils entrent dans la tente et demandent l'hébergement. Les

deux jeunes filles refusent, tentent de les faire sortir et leur proposent même du matériel de camping pour aller camper un peu plus loin. Pendant quatre heures, elles résistent par tous les moyens, reçoivent des coups avant d'être violées. L'une d'elles devra se faire avorter.

Devant le tribunal correctionnel de Marseille, Anne et Araceli font figure d'accusées. Les trois violeurs affirment qu'elles étaient consentantes, mal-

gré les coups et les blessures. Les magistrats demandent des preuves, en dépit du témoignage des médecins et ne retiennent qu'un délit de coups et blessures. On peut toujours violer impunément en France.

Traînée avec le voyeurisme qui caractérise les articles sur le viol par la presse à grand tirage, l'affaire n'en reste pourtant pas là. Une importante mobilisation de femmes se développe. Gisèle Halimi veut porter le jugement en Assises. La Chambre correctionnelle de Marseille avait fini par se reconnaître incompétente. La Cour d'Appel d'Aix renvoie l'affaire en Assises. Il faudra attendre encore deux ans pour que le procès s'ouvre.

Entre temps, plusieurs

procès de viol ont été jugés en Assises, sanctionnés parfois par de lourdes condamnations. Quelques procès pour des milliers de violes qui restent, eux, impunis. Au silence complice, la justice substitue quelques procès exemplaires et des dizaines d'années de prison qui ne résolvent rien. Le débat est aujourd'hui ouvert dans le mouvement des femmes sur ce procès. Il n'en reste pas moins que la lutte exemplaire menée pour que le viol soit reconnu dans les faits comme un crime, pour que les violeurs ne puissent plus dire que leurs victimes étaient consentantes, doit se poursuivre. Le procès d'Aix en est un moment.

Eric BRÉHAT

abonnez-vous
abonnez vos amis



LA CARTE D'ABONNE AMI
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE
VOUS DONNE DROIT

A un abonnement à :

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCR ml.
- Pékin Information.
- La Chine en construction.
- Réception du Manifeste pour le Socialisme.

et à un livre ou un disque au choix :

- Le tome V de Mao Tsé-toung.
- Ou parmi les livres :
 - Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un communard (Paule Lejeune)
 - + La Commune en bandes dessinées
 - Les dix jours qui ébranlèrent le monde (John Reed)
 - Ma plume au service du prolétariat (Haoran).
 - Danger ! Amiante (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu, CFTD, CGT, FEN).
 - La Commune de Paris (Lissagaray).
 - La Chine à la mort de Mao (Alain Bouc)
 - L'usine de la peur (Daniel Bouvet)
 - Salaire aux pièces
 - L'électro-nucléaire. (CFDT)
 - Nucléaire, danger immédiat.
 - Les écoles rurales, quel avenir ?

Parmi les disques :

- Kan Bale lu poblek breizh, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons.
- Viva la Vida, Carlos Andreou.
- Terre de ma patrie, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balatine.
- Radio Renaissance, chants interprétés par le GAC.
- Au choix, disques chiliens : Checca
- Chile Resistencia
- Naussac
- La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants.
- Ki Du (Gilles Servat)
- Ça branle dans le manche (François Tusques)
- Le pouvoir des mots (Gilles Servat)
- Dansons avec les travailleurs immigrés (François Tusques)

Sur présentation
de la carte «abonné-ami»
du Quotidien du Peuple

Entrée gratuite dans les meetings et réunions
du PCRml
réductions dans certaines librairies
et cinémas dans les grandes villes.

Nom (en capitales).....
Prénom.....
Ville.....

Date :

Abonnement normal 350 F
Abonnement de soutien 600 F
... F

Mode de versement : - en une fois - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Des coupures et remises au Quotidien du Peuple

BP 225 75024 Paris Cedex 19
Crédit Lyonnais Agence 20 compte n° 7713 J

Le prix de l'abonnement est de 300 F par an (hors taxes) soit 250 F net. Les abonnements sont payés par mandat postal. Les abonnements sont renouvelés d'office si le client n'a pas avisé le Quotidien du Peuple de son désaccord. Les abonnements sont payés en espèces ou par chèque. Les abonnements sont payés en espèces ou par chèque. Les abonnements sont payés en espèces ou par chèque.

La journée du 1^{er} mai à Paris et en province

PARIS : MANIFESTATION SYNDICALE DE FAIBLE AMPLEUR

Malgré certains cortèges combatifs : foyers Sonacotra, groupes femmes, dissidents d'Union Soviétique, boycott du Mondial, anti-fascistes d'Amérique du Sud...



La manifestation des marxistes-léninistes à Paris

Les directions confédérales avaient vraiment tout fait pour que le défilé du 1^{er} mai soit un échec. Triste cortège, lundi, de la République à Bastille, dans un froid glacial, sans mots d'ordre ou presque, sans enthousiasme... L'absence d'Edmond Maire, dans la délégation de la confédération CFDT était notoire. Mais la masse des syndiqués, des travailleurs, n'était pas là. Les postiers, les hospitaliers, qui sont habituellement nombreux, se comptaient à quelques uns par section. Le PCF n'avait pas non plus jugé utile de déplacer ses cohortes de municipaux, ni de faire défiler ses élus... Les cortèges étaient souvent si faibles qu'aucun mot d'ordre n'était lancé

ou repris : aucun thème d'ensemble, hormis : «Union, action, revendications», dont le vague décourageait les manifestants. Bien sûr, certains prétendent qu'il faisait froid, que c'était un long week-end... Mais la cause de ce défilé lamentable, c'est bien l'absence de perspectives dans laquelle tiennent les travailleurs, le dégoût inspiré par les manœuvres qu'on leur a fait subir et qui ont conduit à l'échec de la lutte contre les plans Barre. D'ailleurs, aucune mobilisation sérieuse n'avait été faite pour cette manifestation, la direction CFDT prenant même ostensiblement ses distances. (voir QdP précédent).

Quelques entreprises en lutte étaient là, comme les ouvriers de chez Coignet, en grève pour les salaires, et manifestant en tenue de travail, ceux de Leroy Jacquet et de Borel. Les confédérations recoltaient ainsi ce qu'elles avaient semé. Les cortèges les plus combattifs, étaient précisément ceux qui affirmaient leur désaccord avec elles : la section CFDT de la BNP Barbès, suspendue arbitrairement par le Syndicat Parisien des Banques, diffusait un appel aux travailleurs, contre la sanction dont elle est l'objet, et affirmait ainsi publiquement qu'elle existait toujours, qu'elle poursuivait la lutte. Les UD CGT et CFDT du Val de Marne, le Betor Pub, dé-

nonçaient les inconditionnels du tapis vert : «C'est pas à l'Elysée, c'est pas à Matignon, que nous aurons satisfaction, assez de manœuvres, assez d'attentisme, nous n'aurons que ce que nous prendrons !» Dans cette situation, les confédérations n'ont pu empêcher ce qui marque en positif cette manifestation soit tout ce qu'elles refusent : les femmes, plusieurs milliers, derrière une banderole demandant la vérité sur les tortures infligées à Heide. Les travailleurs immigrés des foyers Sonacotra, très nombreux, dans un cortège impressionnant par sa tenue et sa combativité. Un cortège soutenait les ouvriers qui sont pourchassés en URSS, parce qu'ils ont créé un syndicat indépendant. Et de très nombreux cortèges anti-impérialistes, particulièrement d'Amérique Latine, Chili, Uruguay, mais surtout Argentine : «Pas de football entre les camps de concentration !» criaient les manifestants avec le Comité pour le Boycott du Mondial.

Ces cortèges, par leur tenue, leur nombre (ils étaient à coup sûr plus nombreux que les cortèges proprement syndicaux), leur combativité et l'accueil chaleureux qu'ils ont rencontré, ont fait ressortir davantage encore l'impasse que constituent les politiques de Maire et de Ségué. Est-ce avec de telles mobilisations qu'ils comptent obtenir quelque chose des négociations ? Devant ce contraste éloquent, la réponse est claire. La fin de la manifestation était marquée par de violents incidents. Le cortège des femmes arrivait à Bastille, les derniers rangs venaient de quitter République, quand quelques centaines d'individus soi-disant «autonomes» se livraient à leurs habituelles provocations, brisant des dizaines de vitrines de magasins, attaquant les flics. Bien entendu, les flics en profitaient pour refouler la manifestation sous une grêle de grenades, chargeant violemment la foule : hommes, femmes et enfants, indistinctement. Sortant de différents endroits à la fois, des nuées de flics dispersèrent les cortèges. Nombre d'entre eux, parmi les plus combattifs, n'auront donc pu aller jusqu'au terme de la manifestation. Au lendemain de ce triste premier mai, quelles vont être les positions confédérales ? Continuer la politique du tapis vert, sans doute.

LE SYNDICALISME LIBRE D'URSS A LA MANIFESTATION SYNDICALE DE PARIS

Au sein du cortège syndical, la présence des dissidents des pays de l'Est était très remarquée et très chaleureusement applaudie. En tête Victor Fainberg ouvrier exilé après un long séjour en hôpital psychiatrique et Vadim Delaunay portaient une pancarte

pour la libération de Vladimir Klebanov, ouvrier ukrainien, fondateur du 1^{er} syndicat indépendant en Union Soviétique et emprisonné à Moscou et pour l'application des accords d'Helsinki en Ukraine étaient portés au milieu de représentants de la dissidence en Union Soviétique et dans les pays de l'Est.

emprisonnés à Moscou et pour l'application des accords d'Helsinki en Ukraine étaient portés au milieu de représentants de la dissidence en Union Soviétique et dans les pays de l'Est.

en suite dressé un bilan de la politique d'austérité et de répression du gouvernement à l'égard des travailleurs. Son discours s'est conclu sur un appel à engager des luttes d'ampleur pour faire aboutir les revendications. On a noté avec surprise l'intervention du secrétaire de l'Union Locale CGT qui a affirmé que la voie de la lutte pourrait imposer avant les échéances électorales prévues les changements poli-

tiques profonds que les travailleurs espéraient. A l'issue du meeting des organisateurs proposaient qu'un vote à main levée ait lieu sur la tenue d'une manifestation. Aux cris de «manifestation, manifestation !», le cortège s'ébranla. Malgré la pluie battante, la manifestation exprima la combativité des travailleurs présents. Le soutien aux travailleurs des Thermes en lutte s'est exprimé avec force dans des mots d'ordre tels que : «So-so-solidaire avec les Thermes», «Non, aux Thermes les travailleurs ne céderont pas, c'est tous ensemble qu'il faut lutter !». La commission immigrée CFDT exprimait la volonté d'unir la classe ouvrière dans des mots d'ordre tels que : «Français, immigrés même patron, même combat !» «Bourgeois assassin, Giscard complice».

LA PERSPECTIVE RÉVOLUTIONNAIRE LARGEMENT AFFIRMÉE

Au moment où la bourgeoisie au pouvoir s'engage dans la voie du troisième plan Barre, au moment où la gauche n'est préoccupée que de ses dissensions internes et n'offre aucune perspective, la manifestation du 1^{er} mai des marxistes-léninistes, à laquelle s'étaient jointes de nombreuses organisations révolutionnaires étrangères, a su montrer que la défaite de la gauche n'était pas celle des travailleurs, et que l'heure était venue de rassembler nos forces pour préparer le troisième tour des luttes.



Interview de Victor Fainberg et Vadim Delaunay

L'internationalisme tient une large place dans cette manifestation. Les mots d'ordre de soutien à la lutte des peuples palestiniens, sahraouis, iraniens... sont particulièrement repris. Les organisations révolutionnaires qui participaient à cette manifestation (l'organisation du Travailleur Tunisien, les organisations iraniennes, le PTHB de Turquie, le PCMI d'Argentine, les marxistes-léninistes dominicains, le PCR d'Uruguay, les révolutionnaires portugais, comoriens, gabonais, etc.) ont largement contribué au dynamisme de la manifestation du 1^{er} mai. Leurs mots d'ordre comme l'accueil qu'a reçu la manifestation, notamment chez les travailleurs immigrés, ont montré ce qu'était pour les marxistes-léninistes l'affirmation de leur solidarité internationaliste !

Malgré la pluie battante, la manifestation exprima la combativité des travailleurs présents. Le soutien aux travailleurs des Thermes en lutte s'est exprimé avec force dans des mots d'ordre tels que : «So-so-solidaire avec les Thermes», «Non, aux Thermes les travailleurs ne céderont pas, c'est tous ensemble qu'il faut lutter !». La commission immigrée CFDT exprimait la volonté d'unir la classe ouvrière dans des mots d'ordre tels que : «Français, immigrés même patron, même combat !» «Bourgeois assassin, Giscard complice».

Malgré la pluie battante, la manifestation exprima la combativité des travailleurs présents. Le soutien aux travailleurs des Thermes en lutte s'est exprimé avec force dans des mots d'ordre tels que : «So-so-solidaire avec les Thermes», «Non, aux Thermes les travailleurs ne céderont pas, c'est tous ensemble qu'il faut lutter !». La commission immigrée CFDT exprimait la volonté d'unir la classe ouvrière dans des mots d'ordre tels que : «Français, immigrés même patron, même combat !» «Bourgeois assassin, Giscard complice».

Malgré la pluie battante, la manifestation exprima la combativité des travailleurs présents. Le soutien aux travailleurs des Thermes en lutte s'est exprimé avec force dans des mots d'ordre tels que : «So-so-solidaire avec les Thermes», «Non, aux Thermes les travailleurs ne céderont pas, c'est tous ensemble qu'il faut lutter !». La commission immigrée CFDT exprimait la volonté d'unir la classe ouvrière dans des mots d'ordre tels que : «Français, immigrés même patron, même combat !» «Bourgeois assassin, Giscard complice».

A l'appel du PCRml, du PCMLF, de l'UCJR et de la JCMLF, plusieurs milliers de personnes se sont regroupées dès 10 h 30 place de la République. Les mots d'ordre offensifs, massivement repris, indiquaient clairement la voie de la lutte : «Union, action, révolution !», «L'échec de la gauche n'est pas l'échec des travailleurs», «Programme commun, programme défunt», «Une seule solution, la révolution socialiste», «Préparons le troisième tour des luttes !».

A l'issue de la manifestation Victor Fainberg nous déclarait : «Comme le 1^{er} mai, c'est la fête traditionnelle des travailleurs, j'ai décidé de participer à cette manifestation pour défendre tous les travailleurs soviétiques et plus spécialement parmi eux, ceux qui ont été licenciés pour avoir défendu leur dignité et qui ont organisé le 1^{er} syndicat indépendant en URSS à l'image des syndicats en occident. C'est la première manifestation du 1^{er} mai qui est organisée pour défendre les droits des travailleurs soviétiques». Et

Vadim Delaunay : «J'ai déjà participé deux fois à des manifestations, à Moscou. La première fois, c'était avec Bonkowsky pour la défense de Youri Galanskov qui depuis a été tué dans les camps. Je l'ai payé de 4 ans d'internement dans un camp. Aujourd'hui je veux répéter ce que j'ai fait sur la Place Rouge, il y a dix ans, soutenir ces slogans pour notre et votre liberté. Et c'est la raison pour laquelle je suis venu parce que ces slogans que j'ai soutenus, il y a 10 ans, restent vivants aujourd'hui».

«Union, action avec les communistes» lancés par le PCF ont résonné le plus dans les rues de Thionville. A la fin du cortège, l'appel aux militants du PCF est diffusé par les militants du PCR, suscitant un intérêt chez des militants du PCF, et provoquant la colère du dirigeant qui s'écrie : «La contestation ce n'est pas ici dans la sidérurgie». Argument démenti par un militant venu nous trouver et qui ne se déclarait pas du tout satisfait du rapport de Marchais : «Il n'a pas du tout répondu à nos questions, ça ne se passe pas comme ça !»

Par ailleurs, à Metz la manifestation du 1^{er} mai a rassemblé 600 personnes pour moitié des travailleurs de la Sonacotra, en grève des loyers.

Par ailleurs, à Metz la manifestation du 1^{er} mai a rassemblé 600 personnes pour moitié des travailleurs de la Sonacotra, en grève des loyers.

A Amiens

Alors que Barre vient d'annoncer son nouveau plan d'austérité, le 1^{er} mai était une occasion d'affirmer que, plus que jamais, la seule manière de mettre en échec cette nouvelle attaque contre les travailleurs, c'est la lutte. Tel n'est pas l'avis du PC et du PS qui, à la tête des syndicats, pendant des mois ont tout fait pour démobiler les travailleurs en ne leur offrant comme seule perspective qu'une victoire de l'Union de la

gauche en mars 78. Leurs divisions ont entraîné leur échec et aujourd'hui, ils n'ont rien d'autre à proposer aux travailleurs que des négociations avec Barre à l'Elysée ou à Matignon. De plus en plus nombreux, les travailleurs dénoncent aujourd'hui leur attitude qui ne peut avoir pour conséquence que de faire passer une nouvelle fois le plan Barre. C'est ce qu'ils ont voulu exprimer lors du défilé du 1^{er} mai à Amiens, en se réunissant

derrière des banderoles et en scandant des mots d'ordre de lutte. Cela n'a pas été du goût du PCF qui a tenté d'empêcher par la force l'expression de ces travailleurs parmi lesquels se trouvaient de nombreux syndiqués CGT et CFDT, des groupes femmes. Plusieurs personnes ont même été frappées, et notre camarade René Carre, élu CFDT, candidat suppléant de l'UOPDP aux élections, blessé. Le PCR ml dénonce une

Section d'Amiens du PCRml

A Pau

La CGT, la CFDT et la FEN appelaient à un meeting suivi d'une manifestation à 10 h 30. Quelques jours auparavant, les militants de base CGT collaient des affiches et distribuaient leurs tracts afin de mobiliser pour «cette journée traditionnelle qui a souvent été le départ de grands mouvements de lutte». Des discours aux actes, la réalité du 1^{er} mai à Pau, a démontré clairement ce qu'il en était de la volonté de lutter des directions syndicales. Vers 10 h, au lieu du rassemblement, mis à part l'extrême-gauche, quelques militants syndicaux se retrouvent, aucune banderole de section syndicale n'est arborée. Une pluie fine commence à tomber, elle tombe même à pic pour diriger les 300 personnes à l'intérieur.

Les responsables prennent la parole alors que l'accoustique de la salle rend leurs interventions incompréhensibles. Peu importe, visiblement, personne n'écoute et ça et là des groupes de discussion se forment. Puis tout à coup, les banderoles sont

Correspondant Pau

A Rennes

C'est dans la division que les dirigeants CGT et CFDT appelaient à marquer le 1^{er} mai. Chacune des confédérations appelait de son côté à un rassemblement. La CGT place de la Mairie et la CFDT à côté des Papeteries de Bretagne en lutte contre les licenciements depuis de nombreux mois. Dans ce dernier, les travailleurs du commerce y étaient plus particulièrement en vue :

depuis le 2^e tour des élections, ils ont obtenu dans plusieurs magasins des revendications de salaires : 2 400 F tout de suite, et même 2 500 F à l'automne pour certains. Plus de 200 personnes, de nombreuses banderoles, un gigantesque drapeau rouge en tête du cortège, des mots d'ordre nombreux et largement repris : la manifestation que les marxistes-léninistes or-

ganisaient en ce 1^{er} mai avait de l'allure. «Je suis d'accord avec vous, il ne faut pas se laisser marcher sur les pieds» nous dira un vieux travailleur en achetant le Quotidien du Peuple. Placée sous le signe de la lutte résolue contre le plan Barre et la marée noire, le soutien aux peuples et pays du Tiers Monde en lutte contre l'impérialisme, le dixième anniversaire de Mai 68,

cette manifestation a réussi à rassembler les travailleurs que la gauche plongée dans ses querelles internes laisse sans perspectives. «L'échec de la gauche n'est pas celui des travailleurs !», «Marée noire : les pollueurs doivent payer !», «Chômage, vie chère et répression, c'est tous ensemble qu'il faut lutter !», «Préparons le 3^e tour des luttes !», «Programme commun, programme défunt, une seule solution la révolution socialiste !» voilà les perspectives concrètes que traquent les marxistes-léninistes dans la période qui s'ouvre.

Corr. Rennes

A Aix-en-Provence

A 10 h, malgré le mauvais temps, plusieurs centaines de travailleurs et de travailleuses se sont rassemblés sur la place de la Mairie d'Aix en Provence. Le rassemblement a débuté par un meeting au cours duquel les représentants syndicaux ont pris la parole. Le représentant de la CFDT a dénoncé la trahison des partis de gauche et appelé à soutenir les syndicalistes réprimés dans les pays de l'Est. Il a

ensuite dressé un bilan de la politique d'austérité et de répression du gouvernement à l'égard des travailleurs. Son discours s'est conclu sur un appel à engager des luttes d'ampleur pour faire aboutir les revendications. On a noté avec surprise l'intervention du secrétaire de l'Union Locale CGT qui a affirmé que la voie de la lutte pourrait imposer avant les échéances électorales prévues les changements poli-

tiques profonds que les travailleurs espéraient. A l'issue du meeting des organisateurs proposaient qu'un vote à main levée ait lieu sur la tenue d'une manifestation. Aux cris de «manifestation, manifestation !», le cortège s'ébranla.

A Lyon

Manifestement, cette journée du 1^{er} mai 78 aura marqué à Lyon dans les rangs des partis de gauche, une faible mobilisation. Pour la première fois depuis de nombreuses années nous n'avons pas eu droit (et pour cause) au sempiternel «Union, action Programme commun». Aucun cortège distinct du PC et du PS n'est apparu en tête de manifestation, les importants cortèges des municipaux des maires PCF n'avaient pas été réquisitionnés et, fait rare dans les manifestations, la CGT n'avait pas pu mobiliser son service d'ordre pour couper du reste du cortège les militants révolutionnaires et agresser les diffuseurs de tracts le long du parcours. Du côté des travailleurs, la mobilisation n'a pas été spontanée et de nombreux militants syndicaux, assez désorientés par la situation actuelle, n'ont pas fait beaucoup d'efforts pour mobiliser. Pourtant, parmi les cortèges syndicaux, on pouvait noter la présence de groupes plus combattifs de secteurs CFDT qui affirmaient la nécessité de la satisfaction des revendications par la lutte...

Près d'un tiers du cortège était composé de mili-

Corr. Thionville

A Thionville

500 manifestants dans un cortège assez mornne, sous la pluie. Des délégations CFDT importantes, alors que les rangs de la CGT ont visiblement été désertés par les militants du PCF qui se sont regroupés en queue, hésitant à reprendre le mot d'ordre «Union, action, programme commun !» Seule partie active, les manifestants regroupés avec l'UOPDP et le PCR : «Les élections n'ont rien changé, c'est sur nos luttes qu'il faut compter !», «Barre nous déclare la guerre, préparons la riposte ouvrière», «A l'Est aussi les peuples luttent, ni asiles, ni goulag, ni capitalisme, ce que nous voulons c'est le socialisme», «Cattenon, nous n'en voulons pas, non à l'aventure nucléaire de la bourgeoisie». Voilà les mots d'ordre qui malgré les brouillages du genre

«Union, action avec les communistes» lancés par le PCF ont résonné le plus dans les rues de Thionville. A la fin du cortège, l'appel aux militants du PCF est diffusé par les militants du PCR, suscitant un intérêt chez des militants du PCF, et provoquant la colère du dirigeant qui s'écrie : «La contestation ce n'est pas ici dans la sidérurgie». Argument démenti par un militant venu nous trouver et qui ne se déclarait pas du tout satisfait du rapport de Marchais : «Il n'a pas du tout répondu à nos questions, ça ne se passe pas comme ça !»

Par ailleurs, à Metz la manifestation du 1^{er} mai a rassemblé 600 personnes pour moitié des travailleurs de la Sonacotra, en grève des loyers.

A Nice

La manifestation du 1^{er} mai a rassemblé 1 500 personnes sous une petite pluie qui n'était pas la seule explication à cette faible mobilisation. Les mots d'ordre criés par les voitures-sono n'étaient pas repris, les manifestants prenant part au contraire à de nombreuses discussions sur les problèmes politiques de l'heure, notamment dans la CGT. On discutait ferme sur les problèmes internes du PC. Des discussions aussi autour des luttes en cours. Un travailleur de la Scm, occupée depuis 14 mois, disait : «Il faut s'unir, il faut s'avancer dans les luttes».

Propos recueillis par Joëlle FECLAZ

Monique CHÉRAN

Un homme tué sur la table d'opération

Les morts de l'hôpital ultra-moderne de Bordeaux

Une simple inversion de robinets. L'un délivrait de l'oxygène, l'autre du gaz carbonique. Les embouts étaient les mêmes. M. Claude Boucher, 47 ans, en est mort, le 10 avril dernier. Depuis cet incident qualifié de défaillance matérielle et d'erreur humaine par la direction de l'hôpital cardiologique de Bordeaux, les langues se délient.

Equipé en matériel ultra-moderne acquis à grand frais, l'hôpital comporte un service d'anesthésie pré-opératoire. Les salles sont alimentées en protoxyde d'azote, oxygène et gaz carbonique. Ce dernier gaz n'est pas toxique, mais son inhalation provoque l'asphyxie par manque d'oxygène. Or les embouts d'oxygène et de CO₂ n'étaient différenciés que par un adhésif de couleur, alors qu'en général ils ne

sont pas de même diamètre, ce qui évite toute méprise. Des médecins, constatant cette carence, l'avaient signalé à la direction comme une source potentielle de graves dangers. Les syndicats avaient exigé semble-t-il le remplacement des embouts.

D'autre part, un malade serait décédé en cours d'opération, à la suite d'une défaillance de la pompe d'assistance cardiaque. Et les employés se plaignent d'un grave manque de personnel mettant en cause la sécurité des malades dans certains services. Il y a quelques jours, un enfant malade s'écrasait dans une cage d'ascenseur non protégée, dans un hôpital où le manque de personnel est flagrant. C'est sans doute ce que Mme Veil appelle « l'humanisation des hôpitaux ».

Pour les conditions de travail, grève à la RATP

Les conducteurs de bus de la RATP ont choisi de ne pas en rester à la minable manifestation du 1^{er} mai. Dès ce mardi, ils se mettent en grève, soutenus par la CFDT, la CGT et le syndicat autonome, pour obtenir une amélioration de leurs conditions de travail. Les lignes 58, 31, 22, 43, 53, 54, 66, 74, 94, 136, 162, 169, 171, 179, 123, 189, 190, 191, 194, 195, 198, 47, 49, 80, 81, 85, 95, 137, 138, 166, 170, 173, 178, 22, 52, 72 et la Petite ceinture sont touchées. Mardi matin, moins d'un bus sur trois circulait, ce qui témoigne de la mobilisation des conducteurs de bus, astreints à des rotations de plus en plus rapides, dans des conditions de circulation qui ne font qu'empirer, puisque la priorité est toujours donnée en haut lieu au transport individuel.

Rodéo militaire contre les diffuseurs

Plusieurs militants qui diffusaient un tract à des appelés, appelant à « la solidarité avec les travailleurs contre les pollueurs » ont été pris en chasse samedi matin par une jeep de l'armée, depuis Le Conquet jusqu'à Brest.

Les poursuivants, des gradés militaires, brandissaient des manivelles et lançaient des pierres sur la voiture des diffuseurs dans un véritable rodéo, malgré les passants et la circulation dense à Brest à cette heure-là.

Rassemblement anti - marée noire à Brest

Plusieurs centaines de personnes ont participé samedi dernier au rassemblement régional contre la marée noire à Brest, représentant divers comités. Chansons régionales, sketches et fest noz ont ponctué le déroulement de ce rassemblement, qui semble avoir été boudé par les marins-pêcheurs.

Hormis un débat sur la toxicité du mazout, aucun des forums prévus n'a eu lieu. Par ailleurs, la fédération nord-finistère du PCF a lancé un certain nombre d'invitations à des associations (comité anti-marée noire, CLIN, etc.) pour préparer la visite de Giscard. Le caractère plus politique de cet événement et l'usure relative de la colère populaire redonnent au PCF le goût d'une unité d'action qu'il avait sabotée rapidement au moment des grandes manifestations de Brest...

APRES L'INTERVENTION POLICIERE A «RADIO 93»

la riposte s'organise

Les auditeurs de Radio 93, l'une des radios libres les plus «branchées» sur les luttes, ont pu entendre en direct, vendredi soir, l'irruption des flics de la DST, dans les locaux de la librairie «Degling's», venus saisir le matériel et interpellés les personnes présentes. Le montant de la saisie s'élève à 15 000 F. C'est la première fois qu'une intervention aussi massive de la police a lieu contre une radio libre. Elle s'est faite contre l'une des plus écoutées de la région parisienne, et qui avait clairement affirmé son objectif de sortir de la clandestinité et

Vendredi 28 avril à 20h25, la police des communications radio-électriques est intervenue dans le studio de Radio 93 situé au 4 rue Lanne, Saint Denis, à la Librairie «les déglings». La police a interpellé neuf camarades et a confisqué le matériel de la radio : l'émetteur, l'antenne qui fut démontée à 22 heures par les pompiers de Saint-Denis, la table de mixage, un magnétophone, une platine, un ampli, un micro, un casque et différentes cassettes.

Les animateurs de Radio 93 ont laissé le micro branché et on pouvait entendre sur les ondes un bien curieux dialogue.

La police : «*Qui est responsable ?*».

Radio 93 : «*Nous sommes tous responsables.*».

Depuis quelques semaines, les indices d'une possible intervention se multipliaient : procès contre la librairie, brouillage renforcé (lundi 24 avril, quatre brouilleurs contre la station), jeudi 27 avril, une voiture était suivie à la fin de l'émission.

Si Radio 93 a été frappée ce n'est pas un hasard. Radio 93 était avec son émetteur de 125 watts la première radio libre à avoir depuis le 6 mars inauguré la pratique des émissions en direct, en public et avec le téléphone.

Des centaines de coups de téléphone passaient sur l'antenne, des dizaines d'auditeurs venant au studio étaient la preuve que les radios libres avaient une audience ; c'en était trop pour le pouvoir et son absurde loi sur le monopole. D'autant

plus que Radio 93 émettait quotidiennement depuis le lundi 24 avril.

Radio 93 ce n'est pas une radio comme les autres. C'est une radio libre, c'est-à-dire totalement indépendante financièrement et politiquement.

C'est une radio ouverte : tout le monde peut venir y prendre la parole et y faire l'émission. Nous ne sommes pas les propriétaires de notre émetteur, et nous refusons de jouer les censeurs et les flics. Nous pensons en particulier qu'une radio ouverte est le lieu privilégié de l'expression des contradictions, de la vie même.

C'est une radio de mouvement : Radio 93 était la radio de la colère des manifestants de Malville, quand elle émit pour la première fois le 31 juillet 1977 de la mairie occupée de Morestel, protégée par les manifestants anti-nucléaires.

C'était la radio qui soutenait les paysans du Larzac en émettant du lieu de rassemblement, le 15 août 77.

C'était la radio des taulards du QHS de la prison de la Santé qui, par l'intermédiaire du Comité d'Action des Prisonniers et des familles de Taleb Hadjaj et de Frédéric Oriach, exprimaient la colère des prisonniers en septembre 77.

Au moment de l'extradition de Klaus Croissant, avec Radio Libre Paris, Radio 93 émettait radio-tract pour la libération de Klaus Croissant, pour la vérité sur l'assassinat de

de la marginalité. Une sombre histoire de plainte pour tapage nocturne, à laquelle la municipalité de Saint Denis ne serait pas étrangère, avait mis la puce à l'oreille des animateurs.

La riposte s'organise dès mardi soir, sur les ondes : Radio 93 émettra à 20h30, en direct de la librairie, sur 93 Mhz, bien sûr. Le collectif des radios libres parisiennes, qui s'était réuni dès samedi soutient cette initiative en prêtant à Radio 93 un émetteur, et en déléguant à l'émission un représentant par radio.

Baader et de ses camarades.

Début novembre, le jeune Antillais Lucien Melyon était assassiné ; sa famille et le comité de soutien enregistraient pour Radio 93 une cassette qui circulait dans des dizaines de lycées et de foyers de jeunes travailleurs de la région parisienne.

Cette semaine même, avant l'intervention policière, Radio 93 devenait l'instrument de trois mobilisations sur la Seine-Saint-Denis :

— lundi 24 avril, les travailleurs portugais de la cité de «transit» Sonacotra du Roye-des-Barres, incendié le matin même, prenaient la parole.

— mardi 25 avril, les éducateurs du foyer de handicapés de Noisy-le-Sec expliquaient la lutte de Lucien Pachot, licencié pour pratique anti-psychiatrique.

— mercredi 26 avril, le comité de lutte contre la misère de la cité des Joncherolles appelle à soutenir Lucien Lecoq, 26 ans, qui fait une grève de la faim depuis lundi 24 pour retrouver ses enfants et obtenir un logement et s'est barricadé.

Oui, Radio 93 devenait vraiment gênante, il fallait la faire taire. Mais, en nous attaquant, ils ont fait une erreur : nous ne céderons pas, le mouvement des radios libres continuera, Radio 93 réémettra.

Radio 93 appelle tous ceux qui soutiennent les radios libres et refusent de se laisser baïlonner, toutes les organisations démocratiques, syndicales et politiques qui se battent pour

la liberté d'expression à lutter concrètement contre ce mauvais coup du pouvoir :

— en nous soutenant financièrement : Radio 93 a besoin d'environ 40 000 F (soit 10 000 F pour le procès de la librairie, 15 000 F pour rembourser le matériel confisqué, et 15 000 F pour acheter du nouveau matériel),

— en protégeant ses émissions qui vont bientôt reprendre,

— en organisant les protestations contre l'intervention policière dans le cadre d'une campagne de lutte pour le droit à l'existence des radios libres.

Radio 93 appelle l'ensemble des radios libres à organiser une riposte nationale, massive et coordonnée en se donnant pour buts :

1 — le soutien et l'unité face à la répression,

2 — la lutte pour l'abrogation du monopole et pour l'existence des radios libres.

Radio 93 réaffirme que la seule garantie contre les attaques du pouvoir réside dans la multiplication des radios libres et dans leur sortie rapide de la clandestinité. Plus que jamais, des dizaines et des centaines de radios libres doivent naître.

La lutte continue. Libérons les ondes !

Radio 93

Tout prêt ou financement est à envoyer à :

Christophe Baudet
CCP 22 469 16 F
à Paris.

à la librairie Les Degling's
Tél : 820 - 24 - 16

Communiqué du collectif de soutien aux radios libres

«*Le gouvernement entretient comme à plaisir la confusion la plus complète sur la question des radios libres. Il laisse filtrer qu'un compromis pourrait rendre possible l'existence de radios locales contrôlées par des notables et des radios commerciales, tandis qu'il envoie sa police à Saint-Denis fermer une radio libre populaire, Radio 93 : interpellations et saisie du matériel.*»

«*Le comité de soutien aux radios libres qui s'est constitué à l'appel d'un certain nombre d'avocats, d'intellectuels et d'animateurs de radios libres n'a nullement l'intention d'entrer dans le jeu subtil des négociations sur l'aménagement du monopole. Il entend défendre, sans aucune ambiguïté, le droit à la libre expression sur les ondes et rejette donc toute forme de censure et de contrôle institutionnel a priori.*»

«*Constatant le caractère illégal du brouillage qu'effectue systématiquement Télé-Diffusion de France à l'instigation du ministère de l'Intérieur, constatant le caractère arbitraire du décret Barre sur les dérogations au monopole — la commission parlementaire compétente n'en ayant pas même été avisée —, constatant l'intérêt de plus en plus grand qui se manifeste dans l'opinion et dans des groupes de jeunes*

toujours plus nombreux sur cette question des radios libres, le collectif de soutien est déterminé à ne pas se contenter d'une protestation de pure forme : il s'engagera lui-même aux côtés des individus et groupes victimes de la répression actuelle. C'est ainsi que, par solidarité avec l'équipe de Radio 93, il émettra à Saint-Denis dans les locaux mêmes qui ont été occupés par la police, mardi 2 mai à 20 h 30.

Il demande aux personnes qui, à cette occasion, voudraient soutenir son action, de l'appeler en direct au 820 24 16, ou à se présenter à la Librairie «Les déglings».

1ère liste de signatures :

François Châtelet, philosophe ; Chéron, avocat ; Martine Coisne, avocate ; Gilles Deleuze ; Delfeil de Ton, journaliste ; Gérard Depardieu, comédien ; Ducarroir, enseignant à Paris XIII ; Jean-Pierre Faye, écrivain ; J.J. de Félice, avocat ; Michel Foucauld, professeur au Collège de France ; Gérard Fromanger, artiste-peintre ; Félix Guattari ; Guy Hocquengheim ; J-F. Laccan, journaliste ; G. Kiejman, avocat ; Pascal Navarro ; Pierre Novat, avocat ; François Pain, cinéaste ; Gérard Soulié, professeur de droit ; M. Toubiana, avocat.

Décision sans précédent

LE PERMIS DE CONSTRUIRE DE LA CENTRALE DE FLAMANVILLE SUSPENDU

● Décision sans précédent du tribunal administratif de Caen, vendredi dernier : l'exécution du permis de construire de la centrale nucléaire de Flamanville est mis en sursis. Plusieurs recours avaient été déposés par le CRILAN, comité régional anti-nucléaire issu de la lutte à Flamanville, par les agriculteurs menacés directement et organisés dans un groupement foncier agricole (GFA). Le tribunal de Caen a relevé l'irrégularité de la concession d'endiguement, accordée 8 jours après l'obtention du permis de construire. Il a aussi noté «qu'on aurait

pu espérer moins de hâte et plus d'honnêteté intellectuelle» à propos de la déclaration d'utilité publique. Celle-ci avait été décrétée le 24 décembre 77. A minuit, la nouvelle loi sur l'environnement entrera en vigueur.

Le permis de construire n'est pas pour autant annulé, et le tribunal devra se prononcer à son sujet. L'arrêt de vendredi représente de toutes façons un précédent important, fruit d'une lutte de masse.

La guerre de Flamanville

Tout a commencé en décembre 74. Le maire de Flamanville est informé du choix par l'EDF d'un site de centrale nucléaire sur le territoire de sa commune. Presqu'aussitôt, le conseil municipal vote son adhésion au projet, sans la moindre information sur ce que signifiait la construction d'une centrale nucléaire de 5 200 MW dans une région où la pollution radioactive est déjà réelle, en raison des rejets de l'usine de retraitement de la Hague. Le maire PS, attiré par les promesses de l'EDF, n'avait pas hésité une seconde.

L'opposition à la centrale s'organisait rapidement : en janvier 75, un comité est publiquement constitué, pour la défense de l'environnement. Dès sa création, les provocations commencent : des pierres jetées près de la maison du maire, qui accuse aussitôt les anti-nucléaires. Le 10 janvier, 500 personnes manifestent à Cherbourg, alors qu'à Flamanville même, le maire menace les chômeurs signataires de pétition de donner un avis défavorable à leur embauche éventuelle par les entreprises qui travaillent à la Hague.

RÉFÉRENDUM : DIEU A LA RESCOURSE

Dans un climat de tension et de provocations, un référendum est organisé sur le territoire de la commune, le 6 avril 75. Refusée dans d'autres communes, cette procédure est acceptée par la préfecture pour Flamanville. Il s'agit de faire la «preuve» que la population est favorable à la construction d'une centrale. Tous les moyens sont bons : le curé prêche fougueusement pour la centrale, «Celui qui dit oui à Dieu est sauvé, celui qui dit non est damné» disait-il du haut de sa chaire à propos du référendum.

L'EDF paie un voyage à Saint-Laurent des Eaux, puis à Chinon où fonctionnent des centrales nucléaires (qui n'ont pas grand-chose à voir avec les PWR licence Westinghouse) à des personnalités de la commune, dont les opposants sont écartés après de nombreuses manœuvres. Les provocations se multiplient, utilisant les réflexes

antigauchistes. Le maire reçoit un colis comportant une menace de mort. L'enquête de gendarmerie se dirige naturellement chez les militants du comité, des perquisitions sans mandats sont pratiquées. Lors d'un débat contradictoire tournant à l'avantage des opposants, un officiel leur lance : «De toutes façons, on vous aura au scotch et au fric». Le résultat du référendum n'est pourtant pas à l'image des moyens employés : 435 oui, 248 non, pour les seuls inscrits électoraux. Un vote parallèle auprès de tous les résidents de la commune diminue l'écart, et les indications recueillies dans les communes voisines, autant concernées (mais non touchées par la manne financière d'EDF) montrent que le vote aurait dû pour le moins être équilibré.

De toutes façons, l'EDF avait déjà demandé qu'un arrêté préfectoral l'autorise à envoyer des employés faire les premières mesures qui commencent aussitôt.

L'OCCUPATION - LIBÉRATION

L'échec du référendum n'empêche pas l'opposition de se développer : le 13 avril, une marche réunit plus de trois mille personnes, sous la pluie. Les agriculteurs se mobilisent. En septembre 75, la lutte s'élargit à tout le Cotentin par la création du Crilan, Comité Régional d'Information et de Lutte Anti-nucléaire. Les provocations continuent : en décembre 75, Gallut, juge d'instruction de la Cour de Sûreté de l'Etat, fait interroger un des animateurs du Comité de Flamanville. Il n'a rien à voir avec les comités de soldats, mais on espère ainsi le discréditer. Une manifestation organisée à Cherbourg est refusée par le sous-préfet, à qui Darinot, député-maire PS, a transmis la demande, sans prendre position...

Et le 8 février 77, inaugurant la plus importante année de lutte contre le programme électronucléaire, 200 personnes, en majorité des agriculteurs, s'installent pour «occuper-libérer» le site. Ils sont rapidement rejoints par des centaines de personnes, et les engins de

chantier, entrés par surprise une nuit reprennent bien vite le chemin de la sortie. L'occupation s'annonce de longue durée. Elle permet des discussions riches et utiles. Un mois plus tard, 500 gendarmes mobiles dégagent le chantier. Les habitants sont profondément choqués par l'occupation militaire que les communes autour de Malville connaîtront quelques mois après. Le mot d'ordre «société nucléaire,

société policière», malgré ses ambiguïtés, prend de la consistance.

Cela n'empêchait pas le gouvernement de décréter d'utilité publique la construction de la centrale, le 24 décembre 77. La décision judiciaire qui vient d'apporter une première entrave à sa construction n'en prend que plus de relief.

Eric BRÉHAT



Florence, enceinte, se suicide à quinze ans

ASSASSINEE PAR LA LOI ET PAR LE FRIC

Il n'y a pas de mots pour exprimer l'horreur et la colère ressenties à l'annonce de la mort de Florence, enceinte de dix semaines, écrasée par les obstacles dressés pour pouvoir avorter. Le simple déroulement des faits évoque le calvaire qu'a subi cette jeune fille de 15 ans, confrontée à une machine qui l'a brisée.

Enceinte, la jeune fille, n'ose pas le dire à ses parents. Elle ne le fait qu'au bout d'un mois. En accord avec eux, elle décide de ne pas garder son enfant. Une loi permet d'avorter. Pourquoi briser sa vie à 15 ans ? Florence qui habite Villeneuve St Georges s'adresse à quatre

hôpitaux du Val de Marne. Les carnets de rendez-vous sont complets, lui répond-on. A Villeneuve St Georges, on lui fixe un rendez-vous pour le 5 mai. Or à cette date le délai légal de dix semaines sera dépassé ! Florence s'adresse alors à des cliniques privées. Refus hautain de chirurgiens se retranchant derrière leur éthique, comme le leur autorise la loi. Le temps passe. Une clinique accepte d'avorter la jeune fille immédiatement. Une simple condition : qu'elle remette, de la main à la main, une somme de mille francs en espèce à son entrée à la clinique. Après la tartufferie, le sor-

Aix - en - Provence

Procès en appel contre un licenciement abusif

Une femme enceinte, ce n'est pas rentable...

A Aix en Provence, mardi 16 mai, doit se tenir en appel un procès important pour la lutte contre les licenciements abusifs qui frappent les femmes. En 1976, Marie, plongeuse dans un restaurant, rue Espariat à Aix, a vu l'attitude du patron à son égard changer du tout au tout pendant sa grossesse. Finalement, il l'a licenciée purement et simplement en août. Le licenciement d'une femme enceinte étant illégal, le patron a cherché des prétextes. D'abord, il a assuré qu'il n'était pas au courant de sa grossesse, pourtant bien visible, en profitant de ce que Marie avait perdu l'accusé de réception de la lettre officielle le prévenant qu'elle était enceinte. Deuxièmement, il a prétendu qu'elle avait fait une faute grave : qu'elle avait giflé un jeune employé. Marie récusait formellement cette accusation, mais l'employé à témoigné contre elle devant huissier, et il semble que sa parole, plus celle du patron, suffise aux prud'hommes, qui ont condamné Marie aux dépens en juin 77. Elle a fait appel. Il faut souligner que lorsqu'elle est allée réclamer ses feuilles de paye, avec une déléguée syndicale CGT, cette dernière s'est fait brutaliser par le

patron : elle a eu huit jours d'arrêt maladie. A Aix, d'ailleurs, il semble assez courant que les femmes syndicalistes soient victimes de tels actes : il y a peu de temps, une jeune employée d'un centre d'enfants, licenciée oralement et venant réclamer elle aussi ses feuilles de paye, s'est fait tabasser par un directeur. Elle a porté plainte.

On notera de plus que l'administration de la poste, par des pressions sur les employés, a refusé de produire un double de l'accusé de réception prouvant que Marie avait bien prévenu son patron, lors de sa grossesse. Ce patron a décidément le bras long à Aix. Ajoutons que Marie était l'une des six inculpées du MLAC d'Aix au procès du 10 mars 77 sur l'avortement et que décidant de garder son enfant, elle fait aujourd'hui l'amère expérience du sort que réserve la société capitaliste aux travailleurs qui veulent des enfants.

Actuellement, toujours au chômage, Marie n'a plus que 500 F par mois pour vivre avec son fils.

Tous au procès le 16 mai, à 14 H, au Palais de justice !

Correspondant Aix

pas outrés. Elle montre aussi l'hypocrisie criminelle qui entoure la loi Veil et ses conditions d'application. Il existe des centres d'orthogénie où on ne renvoie pas une fille de 15 ans, enceinte de plusieurs semaines. Mais ils sont peu nombreux, et pour la plupart, le fruit d'une lutte acharnée des femmes. Il existe une procédure d'aide médicale gratuite, sur le papier. Les délais nécessaires pour la mettre en œuvre la rendaient inaccessible pour Florence.

La lutte pour l'avortement libre et gratuit est plus que jamais d'actualité !

INTERNATIONAL

Conférence sur
le droit de la merLes fonds marins
internationaux

La conférence de l'ONU sur le droit de la mer poursuit actuellement ses travaux à Genève. L'un des groupes de travail discute actuellement de l'exploitation des fonds marins internationaux (situés au-delà des zones économiques exclusives de chaque pays côtier). Les pays du Tiers Monde proposent que l'exploration et l'exploitation de ces fonds marins soient entreprises sous la responsabilité d'une autorité internationale «représentant les intérêts de l'humanité». Parallèlement cette autorité pourrait permettre à certaines entreprises nationales ou multinationales de mettre en œuvre cette exploitation, à condition qu'elles fournissent des fonds et affectent des

transferts de technologie au profit de l'organisation communautaire.

Les deux superpuissances, qui sont actuellement en mesure de procéder à cette exploitation et ont menacé déjà de rompre les négociations pour avoir les mains libres, ont combattu le principe de cette autorité internationale. Ils le reconnaissent aujourd'hui en paroles, mais refusent de s'engager sur la question du transfert de technologie. Le délégué américain et le délégué russe ont tout fait pour éviter que ce soit un préalable. Ils veulent préserver leur supériorité technique pour commencer au plus vite le pillage des ressources sous-marines internationales.

USA :
Le général Singlaub
limogé

Carter vient de mettre à la «retraite anticipée» le général Singlaub, qui avait à plusieurs reprises critiqué sa politique de défense. Singlaub, chef d'état major en Corée avait été rapatrié pour avoir critiqué le projet Carter de réduire des troupes US en Corée. Depuis, il avait également attaqué Carter, lui reprochant d'abandonner la construction du bombardier stratégique B 1 et de mettre en veilleuse la bombe à neutrons.

USA :
hausse des prix de 0,8 %

La hausse des prix de détail aux USA a été en mars de 0,8 %. La hausse des prix du premier trimestre correspond à une hausse de 9% par an. Elle est de 6,5% par rapport à mars 1977. Rappelons que l'un des objectifs de Carter pendant sa campagne électorale était de parvenir à un taux d'inflation ne dépassant pas les 4 % dès la deuxième ou troisième année de son mandat présidentiel.

Chili Impressions :
nouvelle plainte
de Pinochet

Alors que la junte fasciste chilienne avait obtenu le blocage du début de la série *Chili Impressions* à la télévision, Pinochet vient de déposer une plainte pour offense à un chef d'Etat étranger pour tenter d'interdire la diffusion de la quatrième émission le 7 mai. Cette émission, intitulée «Monsieur le Président» est un portrait de Pinochet à partir d'une interview qu'il avait acceptée.

Congrès européen
des fascistes

Plusieurs organisations d'extrême-droite d'Europe se sont réunies en congrès à Rome la semaine dernière. Le PFN y était représenté par Tixier-Vignancour, rescapé de Vichy et de l'Algérie française. Le PFN, avec deux groupes italiens, le MSI et Fuerza Nueva ont fondé un mouvement dénommé Eurodroite. Ce mouvement envisage de s'élargir à d'autres organisations fascistes d'autres pays d'Europe.

Zimbabwe

LE «REGLEMENT INTERNE»
DENONCE A SALISBURY

La semaine dernière, les étudiants noirs de Salisbury, capitale de la Rhodésie ont organisé plusieurs manifestations contre l'accord de «réglement interne» signé entre Smith et les fantoches Muzorewa et Sithole, afin de replâtrer le régime raciste. Plusieurs jours de suite, ils se sont rassemblés en plein centre ville non loin du palais où se réunit le prétendu «gouvernement de transition», avec des slogans et des pancartes dénonçant l'accord de Salisbury et exprimant leur soutien au Front Patriotique. Les flics racistes, armés de fusils et de matraques, ont arrêté 80 manifestants. Le 24 avril, tous les étudiants noirs de la faculté de Salisbury se

sont mis en grève. Alors que le régime raciste garde encore le contrôle des zones urbaines et, fait régner la terreur, cette manifestation revêt une grande importance : elle annonce le développement de luttes dans les villes, alors que, pour l'essentiel, les zones rurales sont sous le contrôle politique des guérilleros du Front Patriotique.

Les anciens dirigeants nationalistes qui ont accepté de collaborer avec les racistes ont, d'autre part, de plus en plus de difficultés à jouer leur rôle. C'est ainsi que Muzorewa, venu le 21 avril pour «expliquer» l'accord de Salisbury à des réfugiés zimbabwéens au Botswana

(un des pays frontaliers) a été accueilli par de violentes manifestations d'hostilité de la part de ceux-ci. Il a du interrompre sa visite et faire demi-tour.

On apprend également que Hove, avocat africain, revenu d'un exil de 12 ans, qui avait été nommé co-ministre du maintien de l'ordre a été exclu du «gouvernement intérimaire». Il avait en effet estimé que les propositions de réorganisation de la police étaient suffisantes et qu'elles maintenaient l'encadrement raciste. Ce licenciement d'un ministre risque de rendre encore plus difficile la collaboration d'Africains avec le gouvernement fantoche issu du «réglement interne», Smith ayant décidé du mal à trouver un personnel aussi docile.

TF 1 :
LA PAROLE
AUX RACISTES

Ces nouvelles qui viennent de Salisbury, alors que dans l'ensemble du pays, la lutte de libération étend ses zones contrôlées par de nouvelles victoires, confirment le caractère odieux de l'émission de TF 1 sur la Rhodésie, qui était une illustration pure et simple des thèses du régime raciste. Cette émission, réalisée par Régis Faucon, dans le cadre de l'*Evénement* donnait largement la parole à Smith et à ses ministres fantoches qui faisaient l'éloge du

«réglement interne» et expliquaient que «la guérilla allait cesser», Sithole et Muzorewa prétendant avoir encore une autorité sur les combattants de la liberté. La caméra montrait complaisamment des manifestations de soutien au «réglement interne» mais de très près, pour qu'on ne puisse pas compter le nombre des manifestants qui sont de moins en moins nombreux. TF 1 s'est évertuée à maintenir le mythe de la popularité des collaborateurs de Smith, omettant de préciser que ceux-ci ne sortent plus sans gilets pare-balles, signe évident de popularité !

Pour le reste, il s'agissait évidemment d'une visite organisée par le régime, avec, en dehors de Salisbury, des vues d'un «village regroupé», analogue aux camps de concentration où les Américains parquaient les paysans vietnamiens. Commentaire de TF 1 : «Les villageois prennent en main leur défense contre les rebelles !»

Après l'émission de Bernard sur l'Afrique du Sud, c'est une nouvelle émission de propagande pour les régimes racistes à la télévision française, alors qu'aucun écho n'est jamais donné aux déclarations du Front Patriotique du Zimbabwe.

J-P CHAMPAGNY

Namibie : réponse de
la SWAPO au plan
occidental

Alors que le plan élaboré par les cinq membres occidentaux du Conseil de sécurité de l'ONU a été accepté par Vorster, Sam Nujama dirigeant de la SWAPO, parlant devant l'Assemblée générale de l'ONU a demandé que ce plan soit renégocié. Le plan occidental, qui prévoit d'organiser des élections sous le contrôle de l'ONU en Namibie, admettait le maintien de troupes sud-africaines dans le pays pendant la période intérimaire. Nujama demande que ces troupes soient cantonnées en un seul point de regroupement au Sud du pays. Il exige en outre que le sort de Walvis Bay soit réglé au cours des négociations : Walvis Bay est le seul port en eau profonde de la Namibie, enjeu économique très important et les racistes de Prétoria prétendent l'annexer.

MEETING DE
LIBERATION ARMENIENNE

Liberté pour le peuple arménien ! C'était le thème du meeting qu'organisait le groupe «Libération arménienne» le 28 avril dernier, place St Germain. Devant une salle comble, le meeting s'ouvrait sur la commémoration du premier génocide du XX^e siècle, quand, le 24 avril 1915, le gouvernement turc massacrait 1 500 000 arméniens, contraignant les survivants à la fuite. C'était alors le début de la diaspora et avec elle, le deuxième temps de l'extermination : l'extermination culturelle partout dans le monde, en Turquie comme en Arménie soviétique, comme en France.

Et c'est contre la répression en France que les premiers témoignages s'accumulaient. Le 24 avril 1978, le gouvernement français interdisait la manifestation de commémoration du génocide mais en plus s'en prenait à la cérémonie célébrée dans l'église arménienne rue Jean Goujon à Paris. Des CRS matraquaient et arrêtaient brutalement des arméniens à leur sortie de l'église. Face aux injures racistes et

à l'arbitraire, deux témoins expliquaient comment les personnes arrêtées s'étaient organisées et avaient réussi à sortir du commissariat en refusant de décliner toute identité.

Dans un message lu par Claire Etcherelli, Jean Paul Sartre exprimait son entière solidarité et rappelait comment un délégué turc avait empêché la dénonciation du génocide du peuple arménien (et même osé prétendre le contraire) au moment de la session du Tribunal Russe organisé pour dénoncer le génocide du peuple vietnamien.

RÉPRESSION EN
ARMÉNIE SOVIÉTIQUE

Françoise Aupetit, de retour d'un séjour de 5 mois à Erivan, comme enseignante, apporte son témoignage sur la réalité quotidienne de l'oppression et racontait ses contacts avec le groupe arménien de surveillance des Accords d'Helsinki créé en Mai 77. Elle lit des extraits des documents que le groupe lui avait demandé de transmettre en Occident, pour

briser le silence. Victor Fainberg, ouvrier, exilé d'URSS après un long séjour en hôpital psychiatrique, intervient ensuite au nom des groupes Helsinki et du Mouvement de Défense des Droits de l'Homme, montrant comment ce mouvement lutte également pour la renaissance de tous les peuples opprimés en URSS. Il explique comment la conférence de Belgrade a montré que les intérêts des gouvernements et des bourgeoisies en Occident étaient plus importants que la défense des droits de l'Homme qu'ils prétendaient assurer : «L'aide que l'Occident apporte à cette cause a été parfaitement illustrée par les actes de la police française». Il conclut en appelant à la constitution immédiate d'un groupe de défense des prisonniers politiques et de leurs familles. Des représentants du groupe Helsinki Ukrainien et du comité pour la défense des droits de l'Homme en Bulgarie apportent à leur tour leur solidarité.

Le meeting se termine sur le témoignage de Ko-

vork Ourfalian, récemment libéré des prisons turques, militant arménien d'Italie. Il était arrêté en août 77 sur une plage dès le 2^e jour de son arrivée en Turquie, sur la base de l'arbitraire le plus total. Il décrit la dureté des interrogatoires, les très pénibles conditions de détention avec des droits communs et mêmes des fous, la solidarité qui se crée avec des prisonniers Kurdes et Palestiniens. La peine de mort est requise contre lui, sans le moindre chef d'accusation. Lors du premier procès où il est défendu par des avocats de l'ONU, la libération est obtenue contre 300 000 F et des menaces de mort contre Kevork Ourfalian s'il reprend sa lutte pour la libération de son peuple. Après de très chaleureux applaudissements, de nombreuses questions permettent encore de préciser la dénonciation du gouvernement turc.

Une militante de «Libération Arménienne» clôture le meeting par un appel à la lutte et à l'organisation révolutionnaire.

Joëlle FECLAZ

PROGRAMME TÉLÉ

Mardi 2 mai

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure
18 h 25 - Un rue Sésame
18 h 50 - Comment faire
18 h 55 - Le village englouti
19 h 10 - Une minute pour les femmes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Formations politiques
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Claudine
22 h 00 - Titre courant
22 h 10 - Journal de voyage d'André Mairaux
23 h 05 - Journal et fin

A 2

18 h 25 - Dessins animés
18 h 40 - C'est la vie
18 h 55 - Des chiffres, des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Top club
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Les dossiers de l'écran : 68, dans le monde
23 h 30 - Journal et fin

FR 3

18 h 35 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Un jour la fête. Comédie musicale de Fugain
22 h 15 - Journal et fin

Mercredi 3 mai

TF 1

18 h 10 - A la bonne heure
18 h 25 - Un rue Sésame
18 h 55 - Le village englouti
19 h 40 - Journal
20 h 10 - Football : Anderlecht-Austria
21 h 00 - Eh bien raconte
22 h 00 - Le livre du mois
23 h 15 - Journal et fin

A 2

17 h 55 - Accords parfaits
18 h 25 - Dessins animés
18 h 40 - C'est la vie
18 h 55 - Des chiffres, des lettres
19 h 45 - Top club
20 h 00 - Journal
20 h 30 - 7^e avenue
21 h 25 - Questions de temps
22 h 25 - Journal et fin

FR 3

18 h 35 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Sous les yeux d'Occident. Film français d'Allégret.
22 h 00 - Journal
22 h 15 - Ciné-Regards
22 h 45 - Fin

Alertez... les bébés

Un film de Jean - Michel CARRÉ

Tandis que dans les usines l'oppression capitaliste se pare d'un nouveau visage : travail «à la carte», enrichissement du travail ou plus récemment «capital-loisirs», l'école elle aussi prétend «s'adapter». Un discours, et une pratique, tendent à se développer autour de l'idée d'une pédagogie rénovée, rompant avec le système traditionnel, trop ouvertement répressif : liberté pour l'enfant, rôle d'animateur pour l'enseignant, recherche d'une caution prétendument scientifique à l'orientation des enfants, à leur sélection par le système scolaire. Démystifier les tentatives modernistes de réajustement de l'école à l'évolution du système capitaliste et en dénoncer les dangers, tel est le but que se fixe le film *Alertez les bébés*, long métrage d'une heure trente, réalisé par Jean Michel Carré et le Collectif Grain de Sable.

Des scènes de fiction interprétées par des instituteurs, des parents d'élèves et des enfants de l'école Vitruve, du XX^e arrondissement de Paris montrent cette pédagogie nouvelle en œuvre avec, en opposition, des séquences qui rappellent les méthodes plus traditionnelles. C'est ainsi qu'un directeur d'école, tout en soulignant que de «nouveaux rapports» s'établissent entre les enseignants et les parents, décrit complaisamment l'organisation des garanties scientifiques dont s'en-toure désormais l'enseignement. Maintenant, plus de cet arbitraire de la



bonne ou de la mauvaise note, plus de ce jugement rapide et superficiel de l'enfant par «le maître», mais une équipe pédagogique où à côté des enseignants-animateurs apparaissent de nouveaux visages : médecins, psychologues-rééducateurs, en psychopédagogie, rééducateurs en psychomotricité, et autres experts qui sur la foi d'observations, de tests «scientifiques» détectent non plus les «mauvais élèves» (cela c'est le passé) mais les enfants «handicapés», «à risques»... Les bonnes ou mauvaises notes sont remplacées par de bonnes ou mauvaises fiches, qui ne font que confirmer d'ailleurs le même processus de ségrégation et d'élimination des enfants issus des milieux populaires. Avec cette différence que

désormais le «repérage» se fait encore plus tôt. Dès la maternelle, les instituteurs sont censés ne plus être des pédagogues mais des psychologues, des observateurs chargés d'étiqueter des enfants dont la liberté apparente est ainsi mise sous surveillance, des enfants «épiés» comme l'explique Liliane Lurçat, elle-même psychologue et chercheur au CNRS.

En alternance avec les scènes de fiction, interviennent en effet dans le film des enseignants, des psychologues, une militante de la Confédération Syndicale des Familles dont les interviews permettent de mieux comprendre «l'encerclement» dont l'enfant fait l'objet, la psychologisation des échecs scolaires, et le rôle politique conféré à ce pro-

cessus d'étiquetage des élèves. A cet égard, le film est, entre autres, un outil de lutte remarquable contre la mise en place des dossiers scolaires. En plus du lien établi avec les projets de fichages informatiques Audass et Gamin, on retiendra tout particulièrement la reconstitution fictive mais très significative du fameux test psychologique qui permet de classer à jamais un enfant, avec la participation de Gérard Chauveau, qui explique ensuite le sens de ce test et son fondement idéologique.

Étobaré à partir des débats qui ont suivi la projection du cours métrage *L'enfant prisonnier*, du même réalisateur, *Alertez les bébés* n'est pas qu'un cri d'alarme contre les dangers de la «réforme» pédagogique mais une entreprise de démystification, un moyen de réflexion et de lutte. De plus, la drolerie, l'humour n'en sont pas absents, surtout lors des interventions des enfants : grimaces à l'appui, ils avertissent à leur manière les experts de tout poil que parmi eux beaucoup sont déjà «en alerte»...

Claude ANCHER

Alertez les bébés, tarif de location : 500 F, caution : 1 000 F, location conjointe avec *L'enfant prisonnier* et *L'enfant cerné* : 650 F. S'adresser aux films GRAIN DE SABLE 206, rue de Charenton 75012 PARIS Tel : 344 16 72

Et l'acier fut trempé

122^e épisode

Kortchaguine et Razvalikhine sont deux hommes différents. Kortchaguine, un homme simple qui sait se lier aux masses, Razvalikhine prend plaisir à voyager ou à jouer au «grand héros»... Il vient d'être convoqué au bureau du secrétaire du comité.

Krymski, l'un des responsables du comité, s'arracha un instant à une pile de papiers et se tourna vers lui :

— C'est Kortchaguine que nous avons convoqué, et pas toi.

Razvalikhine souffla un jet épais de fumée :

— Kortchaguine n'aime pas venir ici, et c'est encore moi qui me tape ce boulot... Certains secrétaires ont vraiment la bonne vie : ils ne font rigoureusement rien et se tirent d'affaire grâce à des bourreaux de travail comme moi. Quand Kortchaguine part du côté de la frontière, il reste absent des semaines entières, et tout retombe sur moi.

Il indiquait sans ambiguïté que lui-même aurait fait un très bon secrétaire du comité de district du Komsomol.

— Je n'aime pas beaucoup ce type, avoua franchement Fédotov à ses camarades du comité après le départ de Razvalikhine.

Les manœuvres de celui-ci s'effondrèrent tout à fait par hasard. Lissitsyne passa un jour chez Fédotov pour prendre le courrier. Quiconque arrivait du district emportait le courrier pour tout

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

le monde. Fédotov eut avec lui un long entretien, et Razvalikhine fut démasqué.

— Mais envoie-nous quand même Kortchaguine. Nous ne le connaissons presque pas ici, insista Fédotov en prenant congé du président du comité exécutif.

— D'accord. Mais à une condition : n'essayez pas de nous le prendre. Nous protesterons résolument.

Cette année-là, les fêtes d'Octobre connurent dans la région frontière un éclat particulier. Kortchaguine fut élu président de la commission d'Octobre pour les villages de la région. Après un meeting à Poddoubtsy, une masse de cinq mille paysans et paysannes de trois villages voisins, constituant une colonne d'un demi-kilomètre de long avec à sa tête une fanfare et le bataillon de préparation militaire, déploya les étoffes rouges des drapeaux et se mit en marche vers la frontière. Observant l'ordre le plus strict, la colonne suivit la ligne des poteaux, en territoire soviétique, se dirigeant vers les villages coupés en deux par la ligne de démarcation. Les Polonais de la frontière n'avaient encore jamais vu pareil spectacle. En avant, sur leurs chevaux, le commandant de bataillon Gavrilov et Kortchaguine. Derrière eux, le fracas des cuivres, le bruissement

des drapeaux, et des chansons, des chansons ! Les jeunes paysans en habits de fête, l'allégresse générale, les filles des villages avec leur rire perlé, les visages graves des adultes et la dignité solennelle des vieillards... Ce fleuve humain coulait à perte de vue, bordé par la frontière que nul ne franchissait. Kortchaguine laissa défilé le flot. Une chanson de komsomols céda le pas à une chanson paysanne jaillie d'un chœur de jeunes filles.

Les sentinelles soviétiques saluaient d'un joyeux sourire la colonne que les soldats polonais contemplaient, déconcertés. Bien que le commandement polonais eût été informé en temps utile de ce défilé le long de la frontière, l'événement n'en suscitait pas moins, de l'autre côté, une certaine inquiétude. Les patrouilles de gendarmes militaires se multiplièrent, on quintupla les sentinelles et des unités de réserve furent dissimulées, à tout hasard, dans les ravins. Mais la colonne foulait sa propre terre et avançait, bruyante et joyeuse, emplissant l'air de ses chants.

Une sentinelle polonaise au sommet d'un tertre. Le pas régulier de la colonne. Les premiers accents de la marche. Le Polonais reposa le fusil qu'il portait sur l'épaule, se mit au garde-à-vous et présenta les armes. Kortchaguine entendit nettement, en polonais :

— Vive la commune !

Les yeux du soldat disaient que c'était lui qui avait prononcé ces mots. Pavel le regarda fixement.

Un ami ! Sous la capote de ce soldat battait un cœur qui vibrerait au passage de la colonne, et Kortchaguine répondit, à mi-voix, également en polonais :

— Salut, camarade !

(à suivre)

30^e anniversaire d'Israël à Washington

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL : L'AUSTERITE A L'ECHELLE MONDIALE

A Mexico, le comité intérimaire du Fonds monétaire international a prévu la mise en place «de lignes générales d'une stratégie économique coordonnée pour lutter contre le chômage et l'inflation et relancer la croissance». Dans les faits cela se traduit par des plans d'austérité très sévères comme ceux exigés par le FMI à l'égard de l'Angleterre du Portugal et de l'Italie, un contrôle des projets économiques des pays en voie de développement comme cela se manifeste au Pérou.

Cette unanimité parmi les pays occidentaux apparaît cependant artificielle en ce qui concerne la relance mondiale. La réunion de Mexico n'a abordé et résolu aucun des problèmes soulevés samedi par Schmidt à Hambourg qui attaquait plus violemment les USA les accusant d'irresponsabilité en matière économique et mettant violemment en cause leur politique commerciale et monétaire.

ARGENTINE : LES FASCISTES AGISENT EN FRANCE

A l'approche du Mondial, de violentes attaques contre le comité pour le boycott de la coupe du monde en Argentine (COBA) se développent dans toute la France. A Paris, des réfugiés politiques argentins ont reçu des menaces de mort signées de l'Alliance anti-communiste argentine (AAA), l'organisation de tueurs para-policiers qui est responsable de nombre de meurtres et d'enlèvements politiques en Argentine. A Bordeaux, un responsable du COBA a reçu des menaces signées de cette même organisation. Son appartement a été saccagé, il a lui-même été victime d'une agression le 28 avril au cours de laquelle il fut blessé et brûlé à l'aide de cigarettes allumées. A Lyon, le local du COBA a été saccagé.

IRAN : NOUVELLES MANIFESTATIONS A QOM

De nouvelles manifestations ont eu lieu vendredi dans la ville de Qom à 140 kilomètres au sud de Téhéran. A l'issue d'un office religieux, une manifestation s'est organisée à proximité de la mosquée chite à laquelle participèrent des religieux en tenue. Les affrontements avec la police furent particulièrement violents et un policier fut tué, un autre grièvement blessé.

ITALIE : EXPIRATION D'UN NOUVEL ULTIMATUM

Dans la journée du 1^{er} mai, un coup de téléphone attribué aux Brigades Rouges a fixé un nouvel ultimatum : Moro devait être exécuté le 1^{er} mai à 9 heures du soir si la libération des 13 prisonniers n'était pas effectuée. Samedi, Moro avait envoyé des lettres à 9 personnalités démocrates chrétiennes ainsi qu'au secrétaire du PS, dans lesquelles il les persuadait d'accepter le marché des Brigades Rouges, les rendant responsables de sa mort s'ils refusaient. Andréotti avait déclaré dimanche qu'il n'y avait pas lieu de discuter avec les terroristes. Si la police se montre incapable de présenter le moindre indice, elle fait par contre diligence pour faire étalage de force. Son dernier exploit se situe à Gênes qui fut quadrillée toute la journée de vendredi : des milliers de policiers ont perquisitionné et arrêté ; l'enquête n'a pas avancé d'un pouce.

TCHAD : 200 PARAS FRANÇAIS EN RENFORTS

Selon une information non confirmée mardi matin 200 parachutistes français ont embarqué, dans la nuit de lundi à mardi à destination du Tchad. Selon des informations en provenance de N'Djamena attribuées au Frolinat, le mouvement tchadien a interdit l'accès à l'avion des membres du comité militaire nigéro-libyen chargé de surveiller l'application des accords entre le gouvernement et le Frolinat. Selon les mêmes informations le Front dénonce le vice-président de cette organisme qui «n'a pas demandé le retrait des troupes françaises». Par ailleurs Goukouni, le chef du Frolinat a nié que son mouvement ait violé les accords avec le gouvernement et notamment que ses troupes aient l'intention de s'emparer de la capitale. Hissene Habre, ancien adjoint de Goukouni, rallié au gouvernement affirme pour sa part que le Libye favorise une participation du Tchad qui lui permettrait d'avoir une influence dans la région Nord où elle s'est déjà emparée d'une bande de terre de plusieurs kilomètres-carrés, la bande de Aouzou.

CARTER DONNE LA CISJORDANIE A BEGIN

A l'occasion du 30^e anniversaire de l'Etat d'Israël Carter et Bégin ont organisé des festivités à la Maison Blanche en présence de 1 200 sionistes invités pour la circonstance. Le président américain a assuré que l'engagement des Etats-Unis aux côtés d'Israël n'était pas pour 30 ans, mais pour toujours.

Le quatrième sommet américano-sioniste depuis l'arrivée de Carter a vu le président américain faire d'importantes concessions aux Israéliens. «Je pense que le règlement final ne comprendra pas d'Etat palestinien indépendant en Cisjordanie. Je pense que le règlement final n'imposera pas à Israël l'évacuation totale. Je pense que le règlement final sera en grande partie fondé sur la formule d'autonomie proposée par Bégin». C'est un aveu que la prétendue fermeté à l'égard d'Israël, dont Carter a fait étalage ces derniers mois, était destinée à faire accepter par les pays arabes et la Résistance palestinienne un plan proche de celui prévu par Bégin, prévoyant des rectifications de frontières d'Israël, et le maintien indéfini de l'occupation israélienne en Cisjordanie, rebaptisée «foyer palestinien». Le porte-parole de la Maison Blanche lui-même affirmait que cette déclaration américaine ne représentait pas un changement de politique par rapport aux déclarations précédentes, même si la formulation en est nouvelle.

UNE POLITIQUE DE RUSE

Le président américain a pris ainsi le risque de mécontenter les diplomates égyptiens alors qu'il recherche les moyens de relancer la négociation israélo-égyptienne.

Le ministre des Affaires étrangères égyptien n'a pas attendu pour exprimer sa «surprise» en attendant des prises de positions plus nettes. Aux Etats-Unis c'est une victoire pour le «lobby sioniste» qui défiait ouvertement Carter au Congrès, et surtout au Sénat. Carter cherche à désamorcer la violente opposition que ce lobby a suscitée devant les élus contre le projet de ventes d'avions de combat à l'Egypte et à l'Arabie Saoudite lié aux livraisons d'avions à Israël.

IMPASSE PLUS PROFONDE

Au cours des entretiens avec Bégin la question a été soigneusement évitée, d'autant plus volontiers que Carter a finalement déposé sa proposition au Congrès sous une forme qui ne présuppose pas que les ventes à Israël et à l'Egypte soit liées, ôtant ainsi certains arguments aux adversaires du projet. Dans 30 jours, il décide sur avis du congrès. Cette «ruse» à l'égard du lobby sioniste a donné l'occasion à Dayan de faire étalage d'une rare insolence à la télévision américaine ; il affirmait froidement au cours d'une interview :

«Les USA chausseraient les bottes des Russes au Moyen Orient... en préparant les pays arabes à la prochaine guerre contre Israël s'ils les équipaient en avions américains». De son côté Vance a déclaré que cette vente d'avions était : «une partie importante de la recherche de la paix au Moyen Orient, parce qu'elle répond aux besoins

et aux demandes de chacun des pays.

Les oppositions entre la politique américaine et les ambitions israéliennes demeurent même après la formulation nouvelle adoptée par Carter. La concession de forme paraît seulement avoir encouragé le lobby sioniste et Israël à exiger des concessions plus substantielles.

Les paras français ont tiré : 2 morts, 1 blessé

Le porte-parole des casques bleus français a annoncé que des incidents avaient opposé un groupe de combattants libanais aux forces françaises à Bazouriyeh, à dix kilomètres au sud de Tyr.

Les combattants libanais avaient refusé de s'arrêter au poste de l'ONU et voulaient continuer leur route en direction des zones occupées par Israël. Les paras français du troisième régiment parachutiste ont tiré. Commentant cet incident, le colonel Salvan qui commande le contingent français de casques bleus a déclaré : «La question est : les gens acceptent-ils d'arrêter les infiltrations (au travers du cordon de sécurité de l'ONU) ou veulent-ils créer une situation militaire qui amènerait une riposte israélienne et une nouvelle menace sur les frontières libanaises.»

Cet incident pourrait bien être suivi par d'autres dans cette logique puisqu'il s'inscrit dans la tentative de «neutralisation» du Sud libanais exigée par Israël, notamment à interdire à la Résistance palestinienne de poursuivre le combat pour la libération de son pays.

MARDI MATIN : LES PARAS TUENT A NOUVEAU

Mardi matin, un nouvel incident a opposé un groupe de combattants — caractérisé comme palestinien par le commandement français — aux paras français.

Selon les casques bleus eux-mêmes, ils ont tiré pour empêcher une unité de descendre au Sud, tuant un combattant et en blessant 2 autres.

Afghanistan

UN NOUVEAU POUVOIR AUX INTENTIONS ENCORE PEU CONNUES

Un nouveau chef de l'Etat a été nommé après le coup d'Etat qui a coûté la vie au précédent ainsi qu'à toute sa famille. Son remplaçant s'appelle Taraki et était chef d'un groupe clandestin d'opposition au régime de Daoud. On lui prête des affinités pro-soviétiques. Selon la radio de Kaboul, l'URSS serait le premier pays à reconnaître le nouveau régime. En l'absence de confirmation du côté soviétique on note le chaleureux commentaire de l'agence Tass qui affirme que «les masses populaires saluent chaleureusement la révolution». Même son de cloche de la part de l'agence cubaine de presse qui note pour sa part que Cuba «salue la décision du conseil révolutionnaire de la République démocratique

d'Afghanistan de rester membre du mouvement des non-alignés». Si les institutions ont été modifiées et installées en un temps record par les nouveaux dirigeants il faudra attendre un peu pour connaître les principes exacts de politique intérieure et extérieure étudiés actuellement par le nouveau pouvoir.

Le coup d'Etat en Afghanistan peut avoir d'importantes répercussions régionales. Depuis le coup d'Etat qui avait permis l'instauration du régime précédent l'Union soviétique est devenue le premier fournisseur d'armes de ce pays et son premier partenaire commercial. Le précédent régime avait également joué un rôle important lors des



affrontements au Pakistan liés aux problèmes des minorités baloutches qui ont menacé l'existence même du Pakistan. Des accords entre les deux pays avaient levé cette

menace ; elle constitue l'un des principaux éléments de la politique soviétique en Asie du Sud depuis la partition du Pakistan en 1971, qui donna naissance au Bengla Desh.